

Ajoutez le numéro Burundi-Eco whatsapp +257 75 82 82 82 dans vos contacts



Envoyez un message sur +257 75 82 82 82 indiquant votre nom, prénom, fonction et centre d'intérêt

Nous vous remercions de bien vouloir relayer cette information autour de vous

Serbie (page 3)

Un eldorado à ses risques et périls



Le pays se vide peu à peu d'une partie de sa population active. D'une certaine manière, la fuite des capitaux rime avec la fuite des cerveaux. Les réactions divergent dans l'opinion.

TOURISME



2nd EARTE

Pour la visibilité des potentialités touristiques burundaises (page 4)

DEVELOPPEMENT



Extension de la Sosumo

Approchée, la population parle d'une expropriation déguisée (page 5)

AGRICULTURE



Semences sélectionnées

Moins de 10% d'agriculteurs ont accès aux semences sélectionnées (page 9)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les endroits ci-après :

Escale du Bien
Cercle Hippique
Engen Katikati
Buja café
Waka Waka

Jardin public
Kinindo Supermarché
Alimentation Atlantis
Les Universités
Casino Supermarché

Paroisse Saint Joseph
CEBULAC
Roca Golf
IFB
Gitega et Rumonge



Editorial

L'enfer des migrants



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

échanges commerciaux. Ce pays à cheval entre le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Macédoine du Nord et l'Albanie est devenu une escale pour les migrants qui veulent rejoindre l'Europe. Mais la route est parsemée d'embûches.

Le pays se vide peu à peu d'une partie de sa population active. D'une certaine manière, la fuite des capitaux rime avec la fuite des cerveaux. Les réactions divergent dans l'opinion. Il s'agit d'une grande perte énorme pour le pays, commentent certains. D'autres y voient un moyen de saisir les opportunités qu'offre le monde. En tout cas, le phénomène prend une allure inquiétante. Il s'agit des voyages qui coûtent des fortunes pour un citoyen lambda. Il faut se procurer un billet d'avion, un passeport, payer des passeurs pour franchir clandestinement les frontières. Ainsi, les migrants vendent leurs biens et mobilisent des fonds par tous les moyens possibles pour financer ce dangereux périple.

Dans « Manamba en exil », Mohamed El Amin Nibaruta nous fait découvrir la face cachée de la migration. Il décrit comment le personnage principal (Manamba) a vendu sa voiture qui lui procurait des provisions journalières tout en espérant gagner une vie meilleure en Europe. Il pensait retourner dans son pays natal avec assez d'argent pour réaliser son rêve d'y construire une luxueuse villa. Hélas, il a été rapatrié de force lui avec sa famille après tant d'années d'errance en Europe.

L'auteur du livre fait savoir que tant de jeunes laissent leurs chances dans leurs pays d'origine. Ils suivent aveuglément la minorité de ceux qui y ont réussi. Malheureusement ils se retrouvent à la case départ : ils sont obligés d'y retourner pour tout recommencer à zéro après avoir connu des déceptions, des situations parfois très douloureuses. Ils finissent par un retour considéré comme un sauvetage in extremis provoquant une larme émotionnelle des

retrouvailles des leurs après tant d'années d'absence, lit-on dans le synopsis.

D'après les informations relayées par nos confrères de l'Agence Burundaise de Presse, la Serbie aurait fait appel au Burundi pour avoir du poids sur la scène internationale. « ...il n'y a pas de petit pays. La Serbie souhaite le soutien du Burundi au niveau de la diplomatie et de la politique », a réagi le patron de la diplomatie Burundaise en juin dernier. Une histoire de guerres sanglantes qui suscite tant d'indignations au pays.

Pourquoi la Serbie cherche-t-elle désespérément des soutiens ? Il s'agit d'une conséquence indirecte des hostilités de la province du Kosovo. En 1998, des tensions entre la majorité musulmane albanaise et la minorité serbe du Kosovo, une province du sud-est de la Serbie, dégénèrent en une escalade de violences. Une intervention militaire serbe entraîne une intervention interna-

tionale qui mène à un cessez-le-feu en juin 1999, suivi d'une présence importante de forces onusiennes.

L'OTAN est intervenue militairement au début de 1999 pour mettre un terme à la répression ethnique au Kosovo. Ensuite une force de maintien de la paix a été mise en place dans le but de créer les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires et de faciliter la reconstruction. Le Kosovo a fini par obtenir son indépendance par référendum en 2008. Le pays n'est pas membre de l'ONU, mais il est reconnu par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. La diplomatie serbe remue ciel et terre pour la non reconnaissance du Kosovo comme pays indépendant. Entre 2017 et 2020, dix-huit États sont revenus sur leur décision de reconnaissance du Kosovo en tant que pays indépendant à la suite d'une campagne diplomatique musclée.

Le Burundi tend la main aux investisseurs africains

La première édition du sommet d'affaires Nigeria-Burundi prend fin. Pendant quatre jours, les participants ont pu échanger autour du thème: « Développement Économique à travers les investissements du secteur privé africain ». C'était une occasion de renforcer la coopération bilatérale à travers les investissements dans le secteur privé et la promotion des échanges commerciaux. La communauté Nigérienne a été informée sur de nombreuses opportunités d'investissements qu'offre le Burundi.

Le chef de l'Etat invite les pays africains à explorer les opportunités commerciales pour une coopération Sud-Sud. « ... les yeux des Africains sont depuis si longtemps rivés hors du continent. Rares sont les pays africains qui se sont liés pour développer des partenariats d'investissement solides et durables. L'heure est à la coopération Sud-Sud », dixit Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi.

« Le Burundi peut compter sur l'Allemagne en tant que partenaire fiable »

L'ambassade d'Allemagne au Burundi a célébré jeudi le 29 septembre 2022 en mairie de Bujumbura, le 32ème anniversaire de la réunification de l'Allemagne. Pour Dieter Reinl, ambassadeur de l'Allemagne au Burundi, avec la réunification, l'Allemagne a retrouvé sa souveraineté en matière de politique internationale.

C'est une occasion de revenir sur la coopération entre l'Allemagne et le Burundi. Il informe que son pays privilégie l'approche par le biais des structures multilatérales, d'organisations internationales ou régionales entre autres l'Union Européenne, la Banque Mondiale et d'autres bailleurs internationaux, le système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, la société civile et les églises garantissant la poursuite son engagement substantiel. « Par le biais de ces organisations, l'Allemagne reste l'un des principaux donateurs du Burundi.

Il s'est réjoui par la suite de la reprise du dialogue politique entre le Burundi et l'Union Européenne. « Cela nous permet de parler de nos attentes respectives en matière de coopération et de formes d'engagement, des questions de bonne gouvernance, de la séparation des pouvoirs, du développement de l'Etat de droit et de la protection des droits de l'homme. Dieter Reinl salue le récent remaniement du gouvernement qui « souligne l'ambition de créer une nouvelle dynamique ».

Lors de cette célébration, Dieter Reinl est revenu sur la crise entre la Russie et l'Ukraine qui n'a pas seulement des conséquences régionales, mais plutôt mondiales. « La raréfaction des céréales, l'augmentation des prix des engrais, des denrées alimentaires de base, du carburant et bien d'autres choses touchent aussi durement les pays africains et leur développement économique. «Il ne fait aucun doute que le Burundi est lui aussi entravé dans son développement économique». Et de préciser qu'une réponse sans équivoque est nécessaire à l'échelle mondiale.

L'immatriculation des bateaux pour renforcer la sécurité lacustre

Dans le but de renforcer la sécurité lacustre, l'Autorité Maritime, Portuaire et Ferroviaire (AMPF) recommande aux usagers de la voie lacustre de faire immatriculer leurs bateaux. Les propriétaires des bateaux doivent acheter leurs plaques d'immatriculation d'ici janvier 2023. Les pêcheurs et les transporteurs des marchandises par bateau devront également détenir des papiers administratifs. Cela a été annoncé par le DG de l'AMPF lors de l'ouverture symbolique de l'immatriculation ce jeudi 29 septembre 2022.

Cette mesure vise à décourager les malfaiteurs de la RDC d'entrer au Burundi en bateau de pêche et de traquer les fraudeurs qui amènent des marchandises via le lac Tanganyika, rapportent nos confrères de la radio Isanganiro.

Une semaine noire pour les commerçants spéculateurs



La traque des commerçants spéculateurs se poursuit. Après la fouille-perquisition menée par la police ce jeudi 28 septembre 2022, quatre commerçants dont un représentant des commerçants de Kayanza sont tombés sans les mailles du filet. Plus de 1300 sacs de sucre, près de 300 sacs de fertilisants FOMI et plus de 2 300 litres de carburant ont été saisis.

Les stocks des objets saisis ont été cadenasés à double tour. Trois présumés-auteurs sont pour le moment gardés au cachot du commissariat provincial de Kayanza et leurs dossiers sont en cours d'instruction. Au début de cette semaine, un véhicule entrant au Burundi a été intercepté avec plus de 300 boîtes de médicaments à bord. Les sources policières indiquent que deux femmes ont été interpellées alors qu'elles tentaient de faire entrer clandestinement des produits pharmaceutiques.

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Tirage : 5000 exemplaires
Directeur de publication et
Rédacteur en chef :
Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint:
Mélance Maniragaba
Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Imprimé par HOPE DESIGN

Taux de change du 29 Septembre 2022

Sources : BRB/www.brb.hi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2032	2064
Euro	1962	1994
Shi. Kenyan	16,8357	17,1073
Shi. Tanzanien	0,8721	0,8862
Shi. Ougandais	0,5244	0,5329
Fr Rwandais	1,9198	1,9508

Le rêve Serbie : Le périple en vaut-il la peine ?

Ces derniers jours, la Serbie est devenue la route migratoire la plus importante pour les Burundais. Les candidats à l'exil, des jeunes surtout, mais souvent des familles entières, sont prêts à braver tous les dangers en route vers l'espace Schengen. Beaucoup se demandent si vraiment, l'espoir d'un avenir meilleur dans ces pays dits de promesse en vaut la peine. Les avis divergent

Qui pousserait d'un agent de la banque à tout planquer pour s'aventurer sur un terrain très épineux avec sa femme et ses 3 enfants. C'est l'histoire de Louis (pseudo) qui a tout vendu, sa maison, sa voiture, et tout patrimoine qui le liait avec sa terre natale avec l'objectif de rejoindre l'Europe. Louis et sa famille seraient aujourd'hui en Belgique et ils auraient fait une escale en Serbie. Des familles entières, des jeunes, des hommes et des femmes, peu à peu le Burundi se vide.

Le flux des Burundais est devenu en peu inquiétant. Certains même en font une blague pour montrer l'ampleur du phénomène. « Les amis, aidez-moi à comprendre. Depuis des jours, il n'y a pas des files indiennes aux parkings de bus contrairement au bureau de la compagnie Ethiopian Airlines où les gens font la queue pour acheter des billets d'avion ? Il se passe quoi à Bujumbura ? Les gens se rendent désormais dans les quartiers par avion ? », en voici une.

Cela étant, la compagnie Ethiopian Airlines est la seule compagnie qui peut desservir la ligne Bujumbura-Belgrade en passant par Istanbul en liaison avec Turkish Airlines. Les autres compagnies d'aviation ont commencé à manifester leur volonté d'entrer dans ce jeu. Sur les ondes de la radio Bonesha FM, l'Organisation Nationale de Lutte contre la Criminalité Transnationale (ONLT où est ton frère ?) fait état de 200 burundais qui ont quitté le Burundi vers la Serbie dans la seule journée du 23 septembre 2022.

Tout part d'un accord entre le Burundi et la Serbie

En février 2018, le Burundi a révoqué la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo. En échange, la Serbie et le Burundi ont signé l'accord général de coopération bilatérale permettant aux ressortissants Burundais d'être exemptés de visa d'entrée en Serbie. Le 15 juin 2022, l'Assemblée Nationale a adopté le projet de loi portant ratification par la République du Burundi de cet accord. Et, depuis, la Serbie est le seul pays d'Europe qui n'impose pas de visa aux Burundais. Aujourd'hui, en Serbie, les Burundais représentent le troisième groupe de réfugiés, derrière les Afghans et les Syriens. En arrivant à l'aéroport de Belgrade, beaucoup de Burundais sont arrêtés par la Police en les empêchant de demander l'asile.

« Les routes de l'impossible »

Quoi de plus normal pour un homme en fleur de l'âge que de chercher à améliorer les conditions de vie pour lui-même et pour sa famille ? Mais ce n'est pas à n'importe quel prix. Pour les migrants burundais, la Serbie n'est qu'une escale. L'objectif, c'est de rejoindre la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche... Mais légalement, c'est impossible.



Des files d'attente devant le bureau de la compagnie Ethiopian Airlines. Les gens font la queue pour acheter des billets d'avion.

D'où arriver dans un de ces pays est un parcours de combattant. De la Serbie, ils entrent en Bosnie puis en Croatie. Selon les témoignages de ceux qui s'y sont rendus, ils passent des heures et des heures dans la forêt en se cachant de peur que la police ne les arrête. Ceux qui sont attrapés sont conduits dans camps de réfugiés où la plupart s'évadent

vers la Slovaquie, Arrivé en Slovaquie, ils peuvent aller dans n'importe quel pays de l'Europe, mais sans rien comme papier ou autre bien pour ne pas attirer l'attention. A entendre ça, on dirait que c'est chose facile. Ceux qui sont parvenus à arriver dans ces pays de l'Europe de l'Ouest, ils parlent d'un périple difficile à vivre. Ils escaladent les

montagnes, traversent des forêts et rivières qui ont déjà causées la mort de beaucoup de gens, dont un jeune burundais. Ce périple peut durer des semaines, des mois

Une fois arrivés dans les pays de l'Europe de l'Ouest, un autre combat commence, celui d'avoir le droit d'asile. Pour avoir ce droit, il faut



De la Serbie à l'un des pays de l'Europe de l'Ouest, les migrants escaladent des montagnes, traversent les rivières et les forêts.

expliquer le pourquoi de l'asile et montrer les preuves. A défaut, ils risquent d'être refoulés dans le pays d'origine. La Belgique est le pays qui compte beaucoup de Burundais qui empruntent le couloir voie de la Serbie. Les centres d'asile sont débordés et ceux qui n'ont pas la chance d'être accueillis dans ces centres dorment dans les gares et d'autres endroits publics. Mais, malgré ce qu'ils ont vécu ou vivent, ceux qui se sont confiés à Burundi Eco n'en regrettent pas.

Ont-ils torts ou raison ? Les avis divergent

Depuis que « l'affaire Serbie » a éclaté dans les médias, tout le monde ne parle que de cela. Les uns en parlent avec méfiance, d'autres avec compassion, mais aussi d'autres sont motivés à braver tous les dangers pour rejoindre l'Eldorado européen. Les premiers ne comprennent pas pourquoi quelqu'un peut se procurer une somme de 15 millions de FBu et au lieu d'investir dans une activité génératrice de revenus dans le pays, se lance dans une aventure avec le risque de laisser sa vie dans le ventre des rivières européennes.

Mais d'autres pensent qu'aucune personne n'oserait prendre ces risques si rester au pays ne serait pas le pire choix que d'en prendre. Burundi Eco a voulu reprendre un post Facebook d'un jeune œuvrant dans l'événementiel dans la capitale économique. « Le manque d'opportunité, le chômage, la pauvreté, le désespoir... la liste est longue pour ce qui est des raisons qui poussent ces jeunes à risquer leur vie », commente-t-il ? Pour lui, ceux qui disent que ces jeunes devraient créer des opportunités, il n'y va pas par quatre chemins : « soit ils sont rassasiés, soit, ils ont été placés par le système en place et mangent ses fruits, soit ils sont corrompus et incompétents pour voir la misère dans laquelle vit le peuple. A ceux qui disent qu'ils devraient investir ces 15 millions de FBu dans le pays il répond : « comment est le climat d'affaires au Burundi ? Ceux qui ont tenté la chance savent comment ils ont été ruinés à cause de la concurrence déloyale qui sévit dans le pays, des mandataires politiques qui sont dans le business et qui sont exonérés face à des jeunes à faibles capitaux mais qui sont surtaxés ». Et il ajoute que la seule option qui reste est de battre en retraite.

« Ceux qui partent en Serbie sont dans leur droit »

Face à ce phénomène des Burundais qui partent en Serbie en bravant tous les dangers, l'opinion publique n'a cessé de demander que le contrat entre le Burundi et la Serbie soit résilié. Au ministère des Relations Extérieures et de la Coopération au Développement, on explique qu'interdire aux jeunes de se rendre en Serbie à la recherche d'un avenir meilleur serait contraire à la constitution de la République du Burundi. C'est une aspiration tout à fait légitime. Inès Sonia Niyubahwe, porte-parole de ce ministère indique que les décourager dépendra du motif de leur départ.

Me Prime Mbarubukeye, président de l'ONLT Où est ton frère demande à l'Etat Burundais de veiller à ce que l'accord signé avec la Serbie ne compromette pas ses relations avec les pays destinataires des migrants burundais. Encore, il fait un clin d'œil à l'Etat parce que cet accord n'explique pas que les Burundais arrivés en Serbie peuvent se rendre dans d'autres pays de l'Europe de l'Ouest.

Dona Fabiola Ruzagiriza

2nd EARTE : Pour la visibilité des potentialités touristiques burundaises

Le Burundi abrite du 23 au 30 septembre 2022 au Cercle Hippique de Bujumbura la deuxième édition de l'exposition sur le tourisme dans les pays de l'Afrique de l'Est (l'EARTE 2022). Cela a été une opportunité de faire la visibilité des différentes potentialités touristiques dont regorge le Burundi. Toutefois, les différents exposants Burundais regrettent que leurs produits attirent plus l'attention des étrangers que celui des Burundais



Cet évènement constitue une opportunité de promouvoir la visibilité du Burundi et de ses potentialités touristiques.

On est lundi le 26 septembre 2022 à midi et demi. Les drapeaux des pays membres de l'EAC et les flying banners de différents produits et services flottent au-dessus du terrain du Cercle Hippique de Bujumbura. Des files de tentes se remarquent ici et là dans un jardin bien vert. Un grand podium, des mouvements de va-et-vient s'y observant révèlent que quelque chose de spécial s'y passe. Effectivement, ce terrain abrite la deuxième édition de l'exposition sur le tourisme dans les pays de l'Afrique de l'Est (2nd EARTE : East African Regional Tourism Expo).

Plus d'une centaine de stands sont disponibles sur ce terrain. Tous les sept pays membres de cette communauté, à savoir : le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda, le Soudan du Sud et la RDC étaient représentés au moins par un stand. Plus de la moitié des stands ne sont pas occupés. Les visites ne sont pas non plus intenses dans les stands. Pour ceux qui sont présents, on ex-

pose un peu de tout. Des produits, mais aussi des services. Différents objets d'art, que ce soient les bijoux, différentes sculptures, les objets de la vannerie, etc. dominent dans les stands. Différentes banques, que ce soient locales ou étrangères, des agences de voyage, les assurances, les bars, les différents services de restauration étaient de la partie. Pour les autres pays de l'EAC, les stands étaient moins nombreux et les produits aussi. Ce qu'on pouvait facilement remarquer ce sont entre autres les compagnies aériennes et d'autres produits artistiques.

Une opportunité pour les Burundais

Cette exposition constitue une

grande opportunité pour les Burundais, selon les différents participants. Emmanuel Niyonkuru, connu sous le nom de Mahembe Star avait apporté ses produits dans cette exposition. Son entreprise œuvre dans la transformation des cornes des vaches en bijoux et différents produits d'art. Il exerce son métier dans la commune Nyanza Lac de la province de Makamba. Selon lui, cet évènement constitue l'unique occasion de se comparer aux autres artistes des pays membres de l'EAC. Pour lui, le constat est que le Burundi a de quoi être fier en matière de talents. Même leurs amis des autres pays membres de l'EAC ont été enthousiasmés par les produits fabriqués par les artistes Burundais, témoigne-t-il.

Pour Mireille Ntirandekura de l'Association pour la Promotion de la Médecine Traditionnelle (APMT), cette exposition leur a permis de faire la visibilité de leurs produits car, dit-elle, beaucoup de Burundais commandent des produits médicaux à l'étranger alors qu'il y en a ici chez nous. Love Inamugisha, elle, représente une entreprise locale fabriquant différents objets en cuir. Selon elle, cette exposition lui a permis de s'auto évaluer et d'échanger l'expérience avec les personnes œuvrant dans le même domaine qu'elle.

Les défis ne manquent pas

M. Niyonkuru regrette cependant

le manque de moyens financiers qui fait que beaucoup d'artistes ne viennent pas exposer. « N'eût été le PAEEJ qui a payé pour moi, où aurais-je trouvé les 500 mille FBU requis pour louer ces stands ? », se demande-t-il. Il demande au gouvernement d'organiser beaucoup d'expositions moins exigeantes permettant aux artistes de mettre en exergue leurs œuvres.

Selon Mme Ntirandekura, le grand problème est que les Burundais n'aiment pas les produits fabriqués au Burundi. « Nous avons des produits presque similaires à ceux des autres pays membres de l'EAC, voire mieux.

Malheureusement, les Burundais achètent beaucoup plus ceux des autres pays et se méfient des produits fabriqués au Burundi », regrette-t-elle. C'est le même constat chez Mme Inamugisha. Elle regrette que les Burundais aiment beaucoup plus les produits en provenance de l'étranger. « Les Kenyans sont nos premiers clients pour les ceintures, car ils convoitent nos produits et nous demandent souvent comment nous procédons pour avoir de tels produits de qualité. Mais pour beaucoup de Burundais, la fierté c'est de porter des sandales et des ceintures en provenance de l'étranger », regrette-t-elle.

Signalons que cette 2ème édition de l'EARTE a pour thème « Rethinking tourism for socio-economic development in the East African community ». Elle suit celui qui s'était tenu en Tanzanie en 2021.

Florence Inyabuntu

DEVELOPPEMENT

Kayanza : Les coopératives collinaires n'ont pas reçu la totalité des financements

Des coopératives qui n'ont pas reçu la totalité des financements, des projets qui manquent de viabilité et dont les chances de réussite et de durabilité dans le temps sont faibles, le deuxième financement en cours alors que presque la totalité des premiers financements n'a pas été remboursée. Ce sont là quelques constats de la Cour des Comptes dans ses audits menés dans 5 communes des provinces du Nord du pays

La Cour des Comptes vient de transmettre à l'Assemblée Nationale les rapports d'audits effectués le 18 février 2022 sur les performances des communes Kayanza, Matongo, Ngozi, Kirundo et Muyinga.

Dans toutes ces communes, les rapports montrent des résultats négatifs sur le volet des financements en faveur des projets des coopératives collinaires. La majorité d'entre elles n'ont pas encore remboursé les financements dont elles ont bénéficié lors du premier exercice du programme des subventions. Cela au moment où elles continuent de recevoir le lot du deuxième financement.

7 millions de FBU au lieu de 10 millions FBU

Selon la Cour des Comptes, toutes les coopératives collinaires de la commune de Matongo dans la province de Kayanza n'ont pas eu la totalité du montant prévu. « Chaque coopérative a reçu un montant de



La majorité des coopératives collinaires n'ont pas encore remboursé les financements dont elles ont bénéficié lors du premier exercice.

7 millions de FBU au lieu de 10 millions de FBU », révèle la Cour des Comptes. Elle ajoute que le montant de 3 millions de FBU restant est octroyé à la fédération Sangwe Kayanza. Et cela en l'absence de conventions entre les coopératives collinaires et la fédération.

Des cas similaires s'observent dans la commune de Muyinga. Pour le premier exercice budgétaire, sur 50 coopératives collinaires dont dispose cette commune, seules 40 ont bénéficié d'un montant de 10 millions FBU chacune. Les 10 autres ne

sont financées qu'à hauteur de 8 millions de FBU. Ce sont entre autres les coopératives Cibari, Ntamba, Karemera, Nyarusange, Mukoni, Nyamarumba, Gahororo, Muyinga I, Kinyota et Butihinda. Ces dernières avaient domicilié leurs financements à la microfinance CAPEDEBU mais, entretemps cette microfinance a fermé ses portes.

Selon les explications de la commune Muyinga, les fonds du premier exercice budgétaire ont été virés directement par le Fonds National d'Investissement Commu-

nal (Fonic) à la microfinance CAPEDEBU et, donc le recouvrement n'incombe qu'à ce fonds.

Le deuxième financement en cours malgré l'échec cuisant des premiers projets

Dans ses audits pour ces 5 communes, la Cour des Comptes a trouvé que les projets des coopératives collinaires financés ont échoué. « Les projets financés à travers les coopératives collinaires manquent de viabilité. Les chances de réussite des projets et leur durabilité dans le temps sont relativement faibles », affirme la Cour des Comptes.

A travers les entretiens menés avec les représentants des coopératives, la Cour a constaté par exemple que les membres des coopératives collinaires de la commune Matongo sont démotivés, car ne voyant pas d'intérêt direct. L'une des principales causes de cette situation est que le montant destiné à chaque coopérative ne lui parvient pas dans sa totalité.

Dans toutes les communes, la Cour des Comptes a constaté que les recouvrements de crédits n'ont pas encore été effectués. Cela alors que le compte destiné au recouvrement de ces derniers a été ouvert. « La probabilité de remboursement de la première tranche des fonds accordés pour l'exercice 2019-2020 n'est pas garantie étant donné que les projets réalisés en cours la première tranche ont échoué ».

Malgré ces défis, ces coopératives collinaires continuent à être financées alors que les premières tranch-

es de financements n'ont pas encore été recouvrées comme l'exige l'article 11 de l'ordonnance ministérielle conjointe du 03 novembre 2021 portant modalités pratiques de répartition, de transfert, d'utilisation et de remboursement des fonds alloués aux projets de développement des communes.

Un organe de coaching rapproché, une nécessité

Les députés trouvent qu'il faut mettre en place un organe de coaching et d'encadrement rapproché pour les coopératives collinaires. Répondant aux questions des députés, Martin Ninteretse, ministre en charge du développement communautaire trouve que de tels organes existent déjà à l'instar du FONIC et de l'Agence Nationale de Promotion et de Régulation des Coopératives (ANACOP). Et de préciser que des réformes de la législation sont en cours pour éviter des chevauchements entre ces organes. Le Fonic va appuyer les communes dans les infrastructures de développement et l'ANACOP va s'occuper de l'encadrement rapproché des coopératives. Elle va être le canal de toutes les interventions en faveur des coopératives. Un bureau de l'ANACOP est envisagé dans chaque province par le ministère de l'Intérieur.

Sur la problématique des coopératives de la commune Matongo, la fédération des coopératives Sangwe va rembourser les 3 millions FBU soutirés à chaque coopérative, affirme le ministre de l'Intérieur.

Bruce Habarugira

Extension de la Sosumo : approchée, la population parle d'une expropriation déguisée

La population ayant des terres dans les marais de Rugunga et Bareremba n'est pas tendre avec la Sosumo. Cette société sucrière a élargi ses plantations de canne à sucre sur ces périmètres occupés, il y a quelques temps par ces paysans. Ils sont remontés contre la contrepartie pour l'exploitation de leurs terres "cédées"

La plupart des paysans interrogés ne cachent plus leur amertume, ils digèrent mal la rémunération de 10.000 FBu par tonne de canne à sucre donnée par cette société. La Sosumo balaie du revers de la main ces accusations et parle d'accords gagnant-gagnant.

Dans les marais de Rugunga situés sur deux collines qui sont entre autres Rutenderi et Nkaramanyenye de la commune Kayogoro dans la province de Makamba, sont riches.

Sous un soleil de plomb, quelques engins de la Société Sucrière du Moso (SOSUMO) font des navettes dans cet endroit qui totalise plus de 4.000 exploitants.

Parmi ces engins, les uns y tracent des routes d'accès. D'autres créent des digues de protection sur la rivière Malagarazi qui sépare le Burundi et la Tanzanie dans l'objectif de juguler les inondations, une menace récurrente dans ces marais de Rugunga.

Dans une enquête effectuée dans cette localité, les propriétaires de ce marais déplorent le fait que la Sosumo a étendu ses champs sur ces terres. C'est une "expropriation déguisée", s'inquiète Cédric Ndayishimiye rencontré à cet endroit. Selon lui, cette société paie chacun des propriétaires de canne villageoise 10.000 FBu par tonne de canne à sucre et par an.

Selon lui, ce montant est insignifiant au regard de l'évolution du coût de la vie avec la flambée des prix des produits de base. Au vu de cette somme payée par tonne de canne à sucre, se lamente-t-il, tous ceux qui ont de terres mises en valeur par la Sosumo et pour cette société, parlent d'exploitation.

L'année passée, raconte-il, je n'ai eu que 30 000 FBu. Pourtant, si j'y avais cultivé du maïs, du haricot, des tomates, ... j'aurais pu gagner facilement plus de 200.000 FBu après seulement trois mois.

Même son de cloche pour Ezéchiel Cishahayo rencontré au centre dénommé Kubareremba situé sur la colline Gihofi de la commune Buke-mba dans la province de Rutana.



Un plan d'affaires détaillé de réhabilitation, de modernisation et d'extension de la Sosumo a été déjà élaboré et son coût est estimé à plus de 110 milliards de FBu

La rémunération que la Sosumo octroie aux propriétaires de la canne à sucre villageoise est jugée insignifiante, comparée au rendement que donneraient d'autres cultures, selon ces paysans.

A titre illustratif, un des propriétaires de terrain exploité par la Sosumo confie que s'il cultivait du manioc, il pourrait facilement avoir après la récolte plus de 2 millions de FBu par ha.

Quand nos terres ont été cédées à la Sosumo, expliquent ces paysans, tout le monde pensait que chaque propriétaire de terrain allait en tirer beaucoup de profit et améliorer les conditions de vie de sa famille, mais ils ont vite déchanté. Ceux qui ont été approchés souhaiteraient pouvoir, un jour, exploiter leurs terres.

Quand les tracteurs sac-cagent les cultures des paysans

Jacqueline Misago, la trentaine est mère de cinq enfants, quand elle ne cultive pas ce qui lui reste comme champs, elle fait du petit commerce au bord de la Malagarazi. Elle avait un lopin de terre dans le périmètre mis en valeur par la Sosumo. Elle accuse les conducteurs des tracteurs de cette société d'avoir abîmé ses cultures ainsi que celles des autres paysans pour laisser place à la canne à sucre.

Un des représentants de ces cultivateurs de canne à sucre interrogé ne nie pas que la rémunération offerte par la Sosumo reste insignifiante malgré sa récente majoration, car elle est passée de 5.000 FBu à 10 000 FBu.



Les propriétaires du marais Rugunga déplorent le fait que la Sosumo s'est appropriée leurs terres.

Selon lui, comme toute autre société commerciale, la Sosumo ne voit en priorité que ses intérêts. D'après lui, les contrats qui lient les propriétaires de la canne villageoise et la Sosumo datent des années 1990. Par contre, il s'inquiète que ces textes n'aient pas été respectés. Ces paysans demandent à la Sosumo de revoir à la hausse cette rémunération pour la fixer au moins à 20.000 FBu par tonne de canne sucre.

Le gouverneur de la province de Rutana fait savoir qu'il est au courant des lamentations de la population. « J'ai même adressé une correspondance au ministre en charge de l'agriculture afin qu'ils puissent trouver une solution à ce problème », a tenu à préciser Olivier Nibitanga.

Un juriste et professeur d'université approché suggère au gouvernement de les exproprier en bonne et due forme et au vrai sens du terme pour éviter tous ces désagréments.

Pour Jean-Claude Ntwari, directeur de l'agriculture au sein de la Sosumo, les quelques lamentations des propriétaires de la canne à sucre cultivée dans les marais de Rugunga et Bareremba ne sont que quelques cas isolés.

« Les paysans ne s'en lamentent pas, car les plantations de canne à sucre étaient déjà presque abandonnées suite à un encadrement lacunaire. » Actuellement, note-t-il, la tendance a été inversée dans l'objectif de booster la production.

« Parmi les stratégies prises pour gagner le pari figure l'exploitation des terres des paysans par la Sosumo elle-même. Elle fait elle-même le labour, cherche les semences et les fertilisants, plante et s'occupe du sarclage des plantations jusqu'à leur maturité. Les paysans attendent seulement leur rémunération selon les quantités de canne à sucre collectées dans leurs champs », explique-t-il.

Suite à cette stratégie, il indique que les résultats sont satisfaisants. « Par rapport à la campagne de l'année 2021, la production s'est améliorée jusqu'à 21% ».

D'après lui, les propriétaires des terres ne jouent pas perdant par rapport au rendement qu'ils pourraient enregistrer s'ils y cultivaient d'autres cultures.

A titre d'exemple, il explique que quelqu'un qui cède un hectare de terres peut gagner facilement 1.200.000 FBu par an. Selon lui, ce montant n'est pas insignifiant, car les plantations étaient déjà menacées par les inondations. Concernant la fixation de la rémunération des paysans estimée à 10.000 FBu par tonne de canne à sucre, Ntwari indique que cela se fait sur base des dépenses engagées par ces deux parties.

Un projet qui n'est pas tombé du ciel

Aloys Ndayikengurukiye, administrateur directeur général de la Sosumo n'y va pas par quatre chemins. « Le projet d'associer les plantations de la Sosumo avec la canne villageoise ne date pas d'hier. Et la population a cédé facilement ses terres. » Selon lui, elle apprécie même cette politique, car la rémunération est offerte une seule fois, par an. « Elle n'est pas offerte par tranche et des avances sont quelques fois proposées », explique-t-il.

Seulement, il fait savoir que les bénéficiaires réclament encore que la rémunération soit revue à la hausse. L'ADG de la Sosumo explique que le projet d'association de la canne villageoise avec les plantations de la Sosumo n'est pas tombé du ciel.

« Il rentre dans la politique du gou-

vernement de booster la production de la Sosumo pour essayer de satisfaire la demande. On souhaite alors passer de 20.000 tonnes à 35.000 tonnes de sucre par an. Pour y arriver, pas mal d'actions doivent être menées », confie-t-il.

Déjà un plan d'affaires détaillé de réhabilitation, de modernisation et d'extension de la Sosumo a été déjà élaboré et son coût est estimé à plus de 110 milliards de FBu.

Il ne reste que l'adoption par le gouvernement afin d'avoir une ligne de crédit. Dans ce projet, il est question d'étendre la Sosumo vers la commune de Giharo. La Sosumo compte y exploiter une superficie de 12.000 ha.

De plus, la Sosumo compte développer le projet d'irrigation des plantations, car 70% de ses plantations ne sont pas irriguées. Ce qui constitue un défi majeur pour le développement de cette société.

Un autre projet qui est déjà en cours pour booster la production de la Sosumo est l'introduction de nouvelles variétés de canne à sucre, car les six variétés qui sont cultivées par cette société sont vieilles de 34 ans.

30 nouvelles variétés sont alors en essai en collaboration avec l'Isabu pour essayer de trouver des variétés plus productives, résistantes et homologuées. Notons que la Sosumo dispose au total de 3.680 ha de plantations de canne à sucre dont 266 ha de canne villageoise.

La Sosumo dispose de plants d'arbre et de bambous dans ses pépinières. Objectif : protéger l'environnement et renforcer les digues construites le long de la au bord de Malagarazi pour pallier le problème d'inondation.

Jean Marie Vianney Niyongabo



La Sosumo dispose au total de 3.680 ha de plantations de canne à sucre dont 266 ha de canne villageoise.

Burundi: Quand le charbon de bois et le bois de chauffage dévorent les forêts

Au cœur de la cuisson des aliments au Burundi, le bois. Pour avoir le bois de chauffage et les charbons de bois, les burundais abattent les arbres. Cependant, les aires protégées, en l'occurrence la réserve naturelle de la Rusizi et le parc national de la Kibira en paient le prix. Une activité anthropique qui menace la biodiversité burundaise dans toute son entièreté

Par Arthur Bizimana, journaliste indépendant.

Derrière ses deux enfants, portant des fagots de bois encore frais sur la tête, Patricie Nyabenda, habitant à Rwegura, arpente à grand pas Kibira, la plus grande forêt burundaise. Ils viennent y chercher les bois de chauffage, comme bon nombre des habitants riverains de Kibira le font.

Plus loin dans la forêt Kibira se pointent à l'horizon une vieille dame et sa petite-fille qui empilent les bois morts qu'elles ont ramassés. Ces dernières nous confirment qu'elles ramassent juste les bois de chauffages morts à Kibira, car, elles n'ont pas à leur disposition d'autres lieux où les ramasser.

Kibira est à cheval sur le bassin du Congo et du Nil au Nord-Ouest Burundi. De loin, ce parc présente une image inattendue, verdoyante et foisonnante. Elle semble dense. A force de l'approcher, la réalité semble pourtant démontrer le contraire. Beaucoup d'espèces d'arbres ont été abattus. Par les chercheurs de bois de chauffage ou charbons de bois tantôt pour la cuisson tantôt pour la vente et les chercheurs de bambous, dont les basangwabutaka, communauté dites autochtones, pour la construction.

Chercher les bois de chauffage relève en familles rurales burundaises de la responsabilité des femmes et des enfants, dira Marie Mundanikure, habitant à la colline Ruharo. En témoigne d'ailleurs l'intrusion des riverains qui cherchent du bois dans la Réserve Naturelle de la Rusizi et le Parc national de la Kibira. Ce sont surtout les femmes et les enfants.

Certains s'introduisent dans ces aires protégées portant à la main les machettes et les cordes pour lier les bois abattus, d'autres y quittent avec les fagots de bois sur la tête.

D'après Abel Nteziryayo, Directeur de l'OBPE Kayanza et Chef du Parc national de la Kibira, toute la communauté riveraine dudit parc veut s'y approvisionner en bois de chauffage.

Le problème c'est qu'ils coupent les bois à l'état frais, dénonce ce chef du parc national de la Kibira. Les bois morts s'y sont raréfiés. Il y en a même qui abattent les arbres pour fabriquer les charbons de bois et les bambous de construction, a-t-il ajouté.

Kibira est souvent menacé pendant les heures hors services : « Très tôt le matin entre 5 heures et 6 heures du matin et vers le soir à partir de 16 heures. », nous révèle Elie, Chef des gardes-forestiers du secteur Rwegura.

Et si ce commerce lucratif était illégal ?

Pire encore, c'est qu'ils le font actuellement pour des fins commerciales afin de subvenir aux besoins familiaux.



Arbres abattus dans le parc national de la Kibira

C'est un commerce lucratif, mais illégal : « Un fagot de bois ne coûte que 5000 FBu. Or, une personne peut récolter deux fagots de bois de chauffage par jour, ce qui veut dire qu'il peut gagner aussi facilement 10 000FBu, soit environ 5 dollars américains. », explique-t-il.

Les autochtones, « les basangwabutaka », vivent surtout de la vente des bambous : « Ils coupent illégalement les bambous à Kibira qu'ils vendent aux constructeurs de maisons pour avoir de quoi mettre sous la dent », poursuit Elie, chef des gardes-forestiers du secteur Rwegura.

Le commerce du bois de chauffage et des bambous apporte un complément financier à la communauté riveraine de la Kibira. Pour lutter contre ce trafic, les agents de l'Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE) effectuent des descentes sur terrain pendant les heures hors services pour traquer ces gens.

Toutefois, leur travail se limite à la saisie des biens exploités illégalement. Encore plus, la fréquence de cette descente est très limitée, nous briefe le Chef des gardes-forestiers du secteur Rwegura.

A peine, 15 Km au Nord-ouest de la Capitale économique, Bujumbura, à Gihanga, nous sommes en province de Bubanza, l'une des communes frontalières avec la réserve naturelle de la Rusizi, nous nous sommes rencontrés avec Irambona Chantal qui allait, à cette réserve très connue sous le sobriquet de « Rukoko », chercher les bois de chauffage.

Faute de moyens nécessaires pour

s'acheter d'autres sources d'énergie comme le gaz, Chantal reconnaît qu'elle ramasse souvent les bois de chauffage à Rukoko pour faire la cuisson. Elle admet qu'elle commet un crime environnemental, mais trouve qu'elle n'a pas, comme ses voisins, d'autres choix.

Nduwimana Renate fait savoir qu'ils s'approvisionnent en bois de chauffages à Rukoko, car ils n'ont pas à leur disposition d'autres lieux où ramasser les bois de chauffage. Nous sommes pauvres, à tel point que nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'utiliser le charbon de bois, encore moins le gaz pour faire la cuisson.

La pression démographique amplifie la déforestation

Par rapport à la pression démographique, origine de la déforestation qui ne cesse de s'accroître de jour en jour, Léopold Ndayisaba, administrateur de la Commune Gihanga constate que la situation est aggravée par le fait que beaucoup de travailleurs saisonniers en provenance d'autres provinces s'installent dans la commune Gihanga, à la quête d'emplois et causent par conséquent préjudice à la réserve. Ces travailleurs s'arrogent le droit de chercher du bois de chauffage dans la réserve.

Ce qui est plus étonnant, c'est que les agents de l'OBPE et de forces de l'ordre sont tantôt complices avec les gens qui commettent des crimes environnementaux dans cette réserve : « Il y en a d'ailleurs les agents de l'OBPE et de forces de l'ordre qui ont été récemment punis, parce qu'ils ont reçu de pots de vins et ont

laissé la population commettre des crimes environnementaux dans ce parc. » dévoile l'administrateur de la Commune Gihanga.

En l'espace de huit ans, l'usage du bois de chauffage pour la cuisson au Burundi n'a cessé d'augmenter. Selon le dernier rapport publié par l'Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) en 2021, l'usage du bois de chauffage est passé de 6 086 610 en 2010 à 10 655 944 de tonnes de bois de chauffage en 2020, soit une hausse de 57,1%.

Pour faire la cuisson au Burundi, la classe moyenne utilise les charbons de bois. Nombre de fabricants de ce charbon abattent les arbres dans les forêts et d'autres dans les plantations des particuliers. Cette pratique est très courante au Centre et au Sud du pays.

Comme le témoigne Patricie, habitante de la localité frontalière avec le parc de la Kibira, il y a ceux qui abattent les arbres dans ledit parc pour fabriquer du charbon de bois. D'après Abel, l'abattage des arbres pour fabriquer du charbon de bois existe, mais n'est pas très fréquent avant de souligner que la recherche du bois de chauffage est très fréquente pour toute la limite du parc.

Pierre Ntahonkuriye, chef de secteur des garde-forestiers de la réserve naturelle de la Rusizi affirme que la communauté locale frontalière avec la réserve naturelle de la Rusizi abat également les arbres à Rukoko pour fabriquer les charbons de bois.

Le problème, c'est que la popula-

tion ne comprend pas l'importance de cette réserve et contribue beaucoup à sa destruction. Ils voient en Rukoko les bois de chauffage, le charbon de bois et la pêche, indique Pierre, chef de secteur des garde-forestiers de la réserve naturelle de la Rusizi.

Dans ce pays de l'Afrique centrale, 96,6% des burundais utilisent le bois pour faire la cuisson.

Ce qu'il faut savoir, c'est que le charbon de bois est consommé à 77% par la population urbaine, lit-on dans une étude publiée par la revue des sciences CIRAD.

Cette étude révèle également que la capitale économique, Bujumbura et la capitale politique, Gitega, sont gourmandes en charbon de bois.

En 2014, alors que Gitega consommait 260 tonnes de charbon de bois hebdomadairement, Bujumbura consommait 1 084 tonnes, soit quatre fois plus élevée que celle de Gitega. Ces deux villes consommaient 70 100 tonnes par an.

Dans les villes des chefs-lieux des provinces, la consommation de charbon de bois tourne autour de 2 008 tonnes par semaine, note cette étude.

Par an, les deux grandes villes entraînent une coupe pour la combustion du charbon de bois d'une superficie de 3 505 à 4 673 hectares.

La consommation de charbon de bois de toutes les villes des chefs-lieux des provinces entraînerait ainsi une coupe annuelle d'une superficie de 5 236 à 6 981 hectares.

Dans ces deux grandes villes burundaises, les prix du charbon de bois ont connu une très forte hausse, ces deux dernières années. Tandis qu'à Gitega, au centre du pays, au petit marché de Magarama, en commune et province Gitega, un sac moyen de Charbon de bois coûte environ 18 000FBu, soit 9 dollars américains, arrivé à Bujumbura, les prix d'un même sac doublent. Il coûte 35 000FBu, soit environ 18 dollars américains. Il y a deux ans, ce même sac coûtait la moitié de cette somme, nous disent les vendeurs de charbon de bois.

Selon les vendeurs de charbon de bois, cette hausse de prix du charbon de bois s'explique par la diminution d'arbres dans les champs des particuliers.

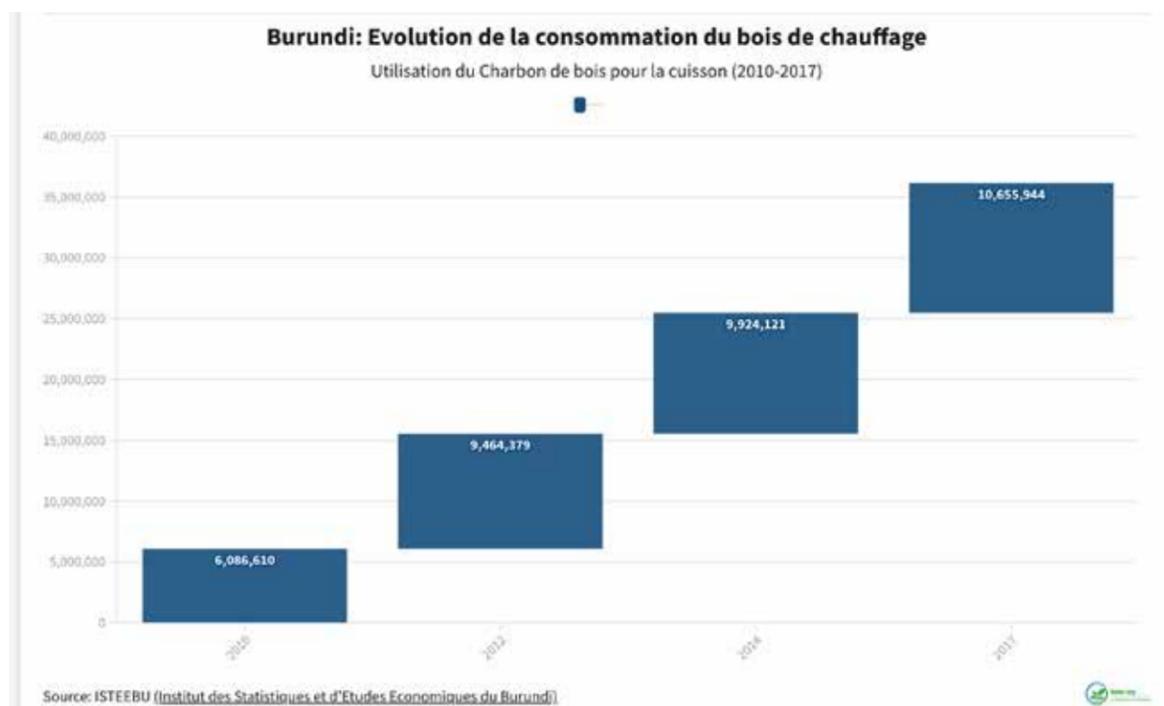
En 11 ans, l'usage du charbon de bois a connu une forte hausse. Selon ISTEEBU, le recours au charbon de bois pour la cuisson est passé de 157 427 en 2010 à 2 900 000 tonnes de charbon de bois en 2020, soit une hausse de 1842%.

A ce rythme, l'expert en environnement et professeur à l'Université du Burundi et à l'Ecole Normale Supérieure, Professeur Frédéric Bangirirama estime que le couvert forestier du Burundi qui tourne autour de 171 625 hectares, pourrait disparaître dans 25 à 35 ans.

Selon Global Forest Watch, alors qu'en 2002, la perte de couverture forestière tournait autour de 4 hectares, en 2021, la perte de couverture forestière oscille autour de 14 hectares.

Global Forest Watch montre que le Burundi a perdu 355 hectares de forêts primaires humides de 2002 à 2021, ce qui représente 1.2% de son total couvert forestier.

Les aires protégées représentent actuellement 5,6% de la superficie du Burundi, indique le Directeur



Général de l'Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE) Berchmans Hatungimana. Or, l'approche en vogue, comme le raconte Berchmans, exige que les aires protégées doivent représenter 30% du territoire.

Pour atteindre la superficie des aires protégées avoisinant entre 10 et 15% de la superficie du territoire burundais, l'OBPE est dans la phase d'identification des collines qui peuvent faire partie des aires protégées.

Parmi les crimes environnementaux qui menacent le Parc national de la Kibira figurent la fabrication des planches, l'orpaillage, la recherche des fruits et des légumes, mais aussi la chasse.

La réserve naturelle de la Rusizi est, quant à elle, menacée de feux de brousse ainsi que la pêche illégale, comme le confirme l'administrateur de la Commune Gihanga, Léopold Ndayisaba. Lors de notre passage, la réserve naturelle de la Rusizi (Rukoko) venait d'être mise sous le feu.

Le Directeur de l'OBPE, Berchmans souligne que le code forestier est clair sur la coupe d'arbres : « Toute coupe d'arbre est subordonnée à la délivrance d'un permis de coupe, à l'exception des arbres des privés se trouvant sur une superficie de moins d'un demi-hectare ou des arbres situés dans un terrain clos appartenant à une maison d'habitation ou à un bâtiment industriel, commercial ou administratif et le principe de qui coupe reboise. »

Son constat est que l'Etat a tout fait pour couper court à toute tentative de crime environnemental.

Surveiller les forêts n'est pas une sinécure

Toutefois, la surveillance de ces forêts semble compliquée pour l'OBPE. Ce dernier fait face au manque du personnel.

Préserver la réserve naturelle de la Rusizi d'environ 30km de long et 6 km de large couvrant 6000 hectares n'est pas une sinécure pour 8 gardes-forestiers : « ça exige dévouement, patience et persévérance », fait savoir Pierre Ntahonkuriye, chef du secteur des garde-forestiers.

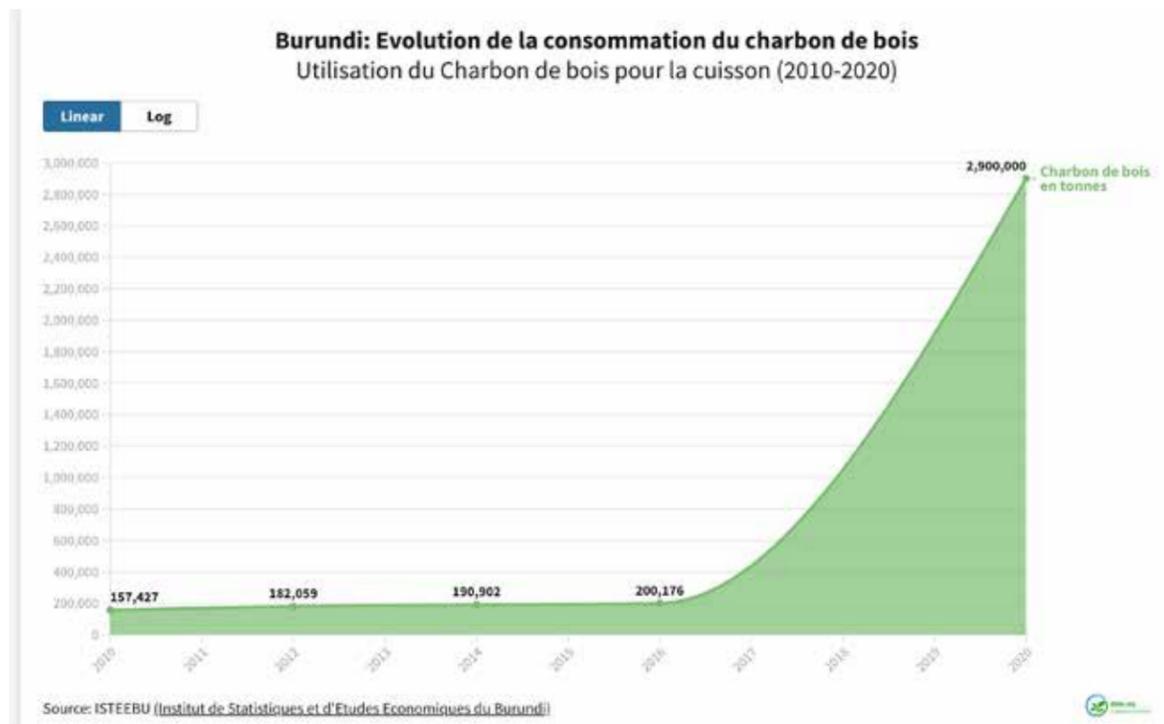
Son visage cachant à peine sa fatigue, Pierre fait savoir que le premier défi auquel ils font face est le manque de moyens de déplacement pour surveiller la réserve naturelle de la Rusizi : « Nous la parcourons toute la journée à pied. Ce n'est pas si facile que vous le pensez de connaître l'état de santé quotidien de la réserve. »

L'insuffisance du personnel est présente à Kibira. Selon Abel, le parc national Kibira s'étend à 40 000 hectares. Pourtant, seules 64 gardes-forestiers la surveillent quotidiennement.

En outre, ils font face à l'insuffisance du matériel de communication, car Kibira se trouve dans les hautes montagnes où la couverture des réseaux téléphoniques est indisponible. Le manque de carburant pour bien surveiller Kibira remue le coude dans la plaie.

Selon le DG de l'OBPE, le personnel est insuffisant dans toutes les aires protégées burundaises pour assurer un contrôle efficace.

En attendant de pallier ce défi, le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (MEAE) a signé une ordonnance ministérielle qui porte sur la gestion participative des aires protégées avec la communauté riveraine, poursuit le DG de l'OBPE.



Cette ordonnance insiste sur le rôle des communautés locales et les organisations non gouvernementales pour la protection de l'environnement.

Autour du Parc National de la Kibira, un comité de 5 personnes sur chaque colline qui appuie les gardes-forestiers à surveiller ledit parc en cas de besoin a été mis en place. Ndaruzaniye Claude en fait partie.

Ce comité est beaucoup plus efficace. La preuve en est que quatre saisons sèches, soit quatre ans, viennent de s'écouler sans qu'il se produise de feux de brousse à Kibira. Ce qui n'était pas le cas avant sa mise en place. Pour y arriver, il est recommandé à toutes les personnes qui entrent à Kibira de ne pas porter l'allumette.

Homme, destructeur et victime ?

Le Directeur Général de l'OBPE ajoute que la pression démographique a un impact sur l'environnement : « Quand la population augmente, elle a tendance à chercher les bois de chauffage et les terres cultivables dans les aires protégées. »

En déboisant ces forêts, la conséquence est qu'il y aura des changements climatiques. S'il y a un changement climatique, le premier à être victime, c'est l'homme, annonce le DG de l'OBPE.

« Apparemment, l'homme est le premier destructeur de l'environnement et en même temps le premier à subir les effets néfastes du changement climatique. », poursuit-il.

La déforestation est à l'origine tantôt de l'irrégularité des pluies tantôt des pluies violentes, observe Berchmans.

La station météorologique de Bujumbura, proche de Gihanga, ne fait que confirmer les dires du Directeur Général de l'OBPE. En 10 ans, les précipitations ont évolué en dents de scie à cette station. Elles sont passées de 70,8 en 2010 à 39,6 mm en 2016 avant de remonter à 75,9mm en 2020.

Or, l'irrégularité ou l'intensité des pluies se répercute sur la production alimentaire. S'ils récoltent une production alimentaire insuffisante, il y aura, sans nul doute, l'insécurité alimentaire, remarque le DG de l'OBPE. Or, l'ISTEEBU montre que plus de 80% des burundais sont des producteurs.

L'impact de la déforestation sur les sols cultivables n'est plus à démontrer, dit le Directeur de l'OBPE. Dans les années 1980, nous n'avions pas besoin de mettre du fumier puisque le sol était protégé et la pluie abondante tombait en temps réel. Pour le moment, si on ne parvient pas à fumer le champ, on ne va rien récolter. Quand il y a donc dégradation de la forêt, mêmes les moisissures, les petits animaux, les verres de terre qui nous aident à retravailler la terre périssent, fait savoir le DG de l'OBPE.

S'ils périssent, même si nous fertilisons nos champs, les verres de terre qui avaient une tâche importante de retravailler le sol, de faire le mélange du fumier avec le sol ne feront pas cette activité.

La Banque mondiale indique

d'ailleurs que le Burundi perd chaque année 38 millions de tonnes de terres à cause de l'érosion.

Pour le DG de l'OBPE, il faudrait trouver un moyen de concilier le développement et la protection de l'environnement.

La réserve naturelle de Rusizi est l'habitat de la faune mammalienne et est aussi riche en flore. En raison des perturbations de la communauté locale, Pierre, chef des gardes-forestiers du secteur Rukoko et Elie, Chef des gardes-forestiers du secteur Rwegura s'accordent à dire que la faune vit cachée : « Ce n'est pas facile à les voir »

Cette communauté détruit l'habitat des animaux en chassant également, ce qui fait peur aux animaux. Et Pierre d'ajouter : « Même lorsqu'une personne n'a pas de paix intérieure, elle vit cachée. »

Suite au ramassage de bois de chauffages et feux de brousse, les espèces endémiques sont abattus tantôt frais tantôt secs, ce qui est à l'origine de leurs disparitions.

L'ancien Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage Dr Déo Guide Rurema indique que la déforestation n'est pas sans impact sur les ressources en eau : « Sur les 24.787 sources d'eaux que compte le Burundi, 2 508 sources d'eaux ont tari et 4.418 (17,8%) sont en cours de tarissement. »

Comment en finir avec la déforestation ?

Pour préserver les forêts de la déforestation et restaurer la biodiversité,

sité, Léonidas Niziyimpa, activiste et représentant légal de Conservation et Communauté de Changement (3C) propose cinq solutions :

La première piste de solution consisterait à planter plus d'arbres et à en faire un suivi, c'est-à-dire, multiplier les arbres, les planter et les faire croître. Car les planter seulement est une chose et les faire croître en est une autre.

À en croire cet expert, en plantant les arbres, nous restaurons les forêts, mais également, nous stabilisons nos terres et luttons contre le phénomène d'érosion, d'éboulement et d'écroulement des terrains qui font des ravages à l'heure actuelle.

La deuxième piste de solution serait d'initier d'autres sources d'énergies, notamment l'utilisation du gaz pour faire la cuisson des aliments. Elle a très bien marché dans d'autres pays africains. Et elle pourrait être vulgarisée dans notre pays, le Burundi.

Pour matérialiser cette solution, le gouvernement burundais devrait subventionner le secteur d'achat du gaz et du matériel connexe, suggère-t-il. Parce que le gaz et les matériels connexes coûtent cher : « Ce n'est pas à la portée de tous les burundais. »

La troisième piste de solution serait d'utiliser l'électricité. Ici, le gouvernement devrait y jouer également un rôle très important.

La quatrième solution, serait de faire le recyclage des déchets afin qu'ils soient des combustibles.

Beaucoup d'entrepreneurs burundais se sont lancés dans la transformation des déchets biodégradables en produits combustibles en l'occurrence Kaze Delphin avec sa start-up KAGE qui fabrique des biogaz à partir de rafle de maïs. A l'heure actuelle, cette entreprise a une capacité de production de 10 tonnes de charbon vert et 20 tonnes de briquettes par jour. Pour Léonidas Niziyimpa, représentant légal de Conservation et Communauté de Changement (3C), ça soulage un peu.

La dernière proposition serait de créer des activités génératrices de revenus pour les populations riveraines des aires protégées.

Pour cet environnementaliste, l'une des causes de la coupe des arbres, c'est la recherche de la survie. Si on lutte contre la pauvreté en initiant le petit élevage par exemple de l'apiculture, l'aviculture etc. la population ne recourra plus aux ressources naturelles des aires protégées.

En collaboration avec ses partenaires notamment la Banque Mondiale, l'OBPE a initié des activités génératrices de revenus autour du parc national de la Kibira, Ruvubu et la réserve naturelle forestière de Bururi en vue d'intéresser la communauté locale, surtout les autochtones, à ne pas détruire l'environnement. En faisant ces activités, la communauté dites autochtones, « basangwabutaka, » perçoit 4000 FBu par jour, soit 2\$ américains. Parmi les 4000 FBu, ils en épargnent 1500 FBu.

De cette épargne, certaines associations ont pu s'acheter des propriétés foncières et d'autres s'en achèteront pour bientôt, nous révèle Abel.

Avec cet appui, force est de constater que la pression sur ces forêts a diminué. Mais nous plaçons pour l'augmentation du personnel, conclut le DG de l'OBPE.

Ce reportage a été financé par Rainforest Journalism Fund en partenariat avec Pulitzer Center



Revendeur de charbon de bois au petit marché de Magarama en Province de Gitega, Capitale politique.

Le PAIFAR-B, un projet pour l'inclusion financière des agriculteurs

Les agriculteurs des ménages ruraux de la région Centre couvrant les provinces de Gitega, Karusi et Muramvya, ceux de la région Nord couvrant les provinces de Kayanza, Muyinga et Ngozi et ceux de la région Sud-Est couvrant les provinces de Cankuzo, Ruyigi, Rutana, Rumonge et Makamba reconnaissent que grâce au PAIFAR-B, un 12^{ème} projet du gouvernement financé par le FIDA, ils se familiarisent avec les produits et services financiers offerts par les Institutions de Microfinance. Ils se réjouissent qu'ils bénéficient des crédits agricoles au taux d'intérêt de 8% par an et dégressif, mais déplorent que le taux d'intérêt du crédit commercial et warrantage reste à 2% par mois linéaire chez Coopec



Appolinaire Nizigiyimana, président de la coopérative « Murimyi Kerebuka » de Muhanga : « Alors qu'au début de la collaboration avec PAIFAR-B, nous avons récolté 50 tonnes de riz paddy, maintenant nous avons dans le hangar de stockage 119 tonnes de riz paddy, soit plus du double. La coopérative a également acheté un véhicule de type « Benne » d'une valeur de 130 millions de FBu ».

Le PAIFAR-B est un projet du gouvernement du Burundi financé à hauteur de 38,6 millions USD avec un don de 24,9 millions USD du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Lancé officiellement en septembre 2018 pour une durée de 7 ans, à la veille de l'évaluation à mi-parcours, il a contribué à l'augmentation des revenus des ménages ruraux pour une réduction durable de leur niveau de pauvreté.

Les agriculteurs de Muramvya au firmament

« 2300 ménages, membres de la Coopérative pour l'Autonomisation Populaire (COAP Rugemangango) de la colline Kigereka, commune de Bukeye dans la province de Muramvya savourent les bienfaits du Projet d'Appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale du Burundi (PAIFAR-B) », déclare Callixte Ndayishimiye, président de la COAP Rugemangango.

Pour lui, plus question d'avoir des difficultés pour s'approvisionner en fertilisants. « Le PAIFAR-B a connecté COAP Rugemangango avec la Mutualité d'Épargne et de Crédit (MUTEC). COAP Rugemangango a contracté des crédits agricoles quitte à ce qu'un membre de la coopérative parvienne à s'approvisionner à plus ou moins dix sacs d'engrais au lieu d'un seul sac d'engrais », dit M.Ndayishimiye avant de signaler que cette occasion a permis à la coopérative de distribuer dix tonnes de semences de pommes de terre au début de la saison culturale B.

Et de renchérir : « La coopérative a collaboré avec PAIFAR-B alors qu'elle avait un capital de 86 millions de FBu en 2018. Actuellement, le capital de COAP Rugemangango est estimé à 600 millions de FBu ».

Il témoigne que grâce aux appuis multiformes du PAIFAR-B, la coopérative collabore dans le domaine agroalimentaire avec l'Office du Thé du Burundi (OTB) et la Brasserie et Limonaderies du Burundi (Brarudi).

« Par exemple, nous avons dans le hangar de stockage pour le compte de la Brarudi 20 tonnes d'orge récoltées pendant la saison culturale B. La coopérative a un contrat de semer pendant la saison culturale A pour le compte de la Brarudi 300 tonnes de semences d'orge. Ce qui nécessitera un hangar d'une capacité importante pendant la récolte », indique M.Ndayishimiye.

Georges Nitunga, président de la coopérative « Sangwikigori » de la colline Kiziguro, commune Bukeye dans la province de Muramvya con-

firme que l'intervention du PAIFAR-B au sein de la coopérative a été vécue comme une innovation.

« Avec 527 membres dont 282 femmes et 245 hommes, la coopérative n'avait qu'un hangar de stockage lui laissé par le Projet d'Appui à l'Intensification et à la Valorisation Agricoles du Burundi (PAIVA-B), un autre projet du gouvernement du Burundi qui était financé par le FIDA. Le capital de la coopérative était de 3 millions 217 mille 250 FBu », certifie-t-il.

Et de faire remarquer : « Dès l'avènement du PAIFAR-B en 2019, celui-ci a facilité la connexion de la coopérative Sangwikigori à la Coopérative d'Épargne et de Crédit (COOPEC) de Bukeye. Maintenant, chaque membre de la coopérative possède son propre compte et a le droit de contracter un crédit à la COOPEC de Bukeye. Au premier cycle, un membre de la coopérative Sangwikigori avait le droit de contracter un crédit de 100 mille FBu. Pour le moment, il peut contracter un crédit de 400 mille FBu ».

M.Nitunga se réjouit que grâce à PAIFAR-B, la coopérative qu'il préside s'est solidifiée de telle sorte qu'il arrive à un capital de 8 millions 822 mille 100 FBu.

Gisèle Niyonkuru, de la colline Kivogero, commune Bukeye de la province de Muramvya témoigne que le PAIFAR-B leur a facilité l'accès aux crédits à la COOPEC par l'appui à l'élaboration du dossier de demande de crédit.



Severa Nsanguye de la colline Rukwega, commune Mishiha de la province de Cankuzo : « Grâce aux crédits dont l'obtention a été facilitée par PAIFAR-B, mon ménage s'est acheté un lopin de terre à 460 mille FBu, une propriété foncière à 1 million 500 mille FBu, a réhabilité une maison... ».

La quinquagénaire, veuve, mère de 4 enfants et membre de la coopérative « Sangwikigori » avoue qu'avec l'appui du PAIFAR-B, elle contacte des crédits agricoles et parvient à s'approvisionner en fertilisants agricoles à temps.

Kayanza, une autre réussite

Appolinaire Nizigiyimana, président de la coopérative « Murimyi Kerebuka » de Muhanga, une coopérative rizicole exploitant 8 marais aménagés par le PAIVA-B explique qu'avec l'intervention du PAIFAR-B, chaque membre de la coopérative a déjà ouvert un compte à la COOPEC de Muhanga.

D'ailleurs, continue-t-il, 11 membres de la coopérative ont contracté des crédits à titre personnel. Cela au moment où 600 membres de la coopérative ont déjà ouvert leur propre compte à la COOPEC de Muhanga.

« Depuis que PAIFAR-B a été auprès de nous, la coopérative a commencé à bénéficier d'un crédit agricole de 241 millions 666 mille FBu en 2019 de la part de la COOPEC. En 2020, « Murimyi Kerebuka » a reçu un crédit de 332 millions 66 mille FBu. En 2021, elle a obtenu un crédit de 709 millions 105 mille FBu et en 2022, elle a eu un crédit de 605 millions 280 mille FBu. Tous ces crédits ont facilité la culture du riz. Au début de la collaboration avec PAIFAR-B en 2019, nous avons récolté 50 tonnes de riz paddy, maintenant, 3 ans plus tard, nous avons dans le hangar de stockage 119 tonnes de riz paddy,

soit plus du double », applaudit M.Nizigiyimana avant d'annoncer que « Murimyi Kerebuka » a acheté un véhicule de type « Benne » d'une valeur de 130 millions de FBu. Ce dernier étant unique dans la commune, il est tout le temps loué pour le compte de la coopérative.

Il rappelle que pendant la saison culturale B, les commerçants usuriers accordaient des crédits agricoles de 100 mille FBu aux agriculteurs pour se faire rembourser 150 mille FBu sur une période d'un mois. De plus, ces agriculteurs louaient des champs de bananiers ou vendaient des animaux domestiques pour se procurer des intrants agricoles ou des semences sélectionnées. Ce qui n'est plus le cas avec l'arrivée du PAIFAR-B.

Et Mamerthe Inamukobwa, de la colline Mwendo, commune Muhanga, province de Kayanza, membre de la coopérative « Murimyi Kerebuka » de poursuivre : « Suite aux facilités accordées par PAIFAR-B pour l'obtention d'un crédit agricole, je suis parvenu à m'acheter trois lopins de terre, une chèvre et un porc ».

La quadragénaire est mère de 5 enfants avoue qu'avec le compte qu'elle a ouvert à la COOPEC de Muhanga, maintenant elle est capable de demander un crédit et d'exercer une activité génératrice de revenus.

Cankuzo, des agriculteurs joyeux

Joël Kagoroba, président de la

coopérative « Duhuzabarimyi » de la colline Rukwega, commune Mishiha dans la province de Cankuzo précise que les premiers contacts avec PAIFAR-B ont eu lieu en 2019.

« A l'aide du PAIFAR-B, la coopérative est parvenue à décrocher un crédit agricole de 51 millions de FBu à rembourser avec un taux d'intérêt de 8% par an dégressif à la Coopec, ensuite un crédit warrantage et un crédit commercial. Finalement, nous avons constaté qu'avec le crédit warrantage et le crédit commercial, le taux d'intérêt reste toujours de 2% par mois linéaire, donc relativement élevé », indique M.Kagoroba avant d'attester que tous les 582 membres de la coopérative possèdent chacun un compte à la COOPEC de Mishiha.

Il atteste en outre que l'accès aux crédits commence à porter des fruits chez la plupart des ménages bénéficiaires. Il cite entre autres la réhabilitation des maisons, l'achat des motocyclettes et bicyclettes, l'augmentation du nombre de repas par jour.

Il précise que la coopérative « Duhuzabarimyi », a contracté un crédit de 51 millions de FBu en 2019, 132 millions de FBu en 2020, 120 millions de FBu en 2021. Ces crédits ont été remboursés dans les délais.

Et de se féliciter : « Aujourd'hui, la coopérative exploite un marais de 3 hectares et a 350 tonnes de riz paddy dans le hangar de stockage. La coopérative a appuyé la commune dans la réhabilitation des ponts avec une somme de 4 millions de FBu ».

Toutefois, M.Kagoroba se lamente que la coopérative qu'il préside manque de décortiqueuse alors qu'elle allait profiter non seulement du riz décortiqué, mais aussi du son de riz.

Anésie Ntahnkiriye, habitant la colline Kibimba, de la colline Mishiha dans la province de Cankuzo reconnaît le rôle important qu'a joué PAIFAR-B dans sa famille.

Mère de 8 enfants, la quinquagénaire confirme avoir contracté des crédits grâce à PAIFAR-B. « J'ai investi les crédits contractés dans la culture du riz. Avec les bénéfices tirés de la culture du riz, j'ai acheté deux propriétés foncières, une à 410 mille FBu et une autre à 600 mille FBu. J'ai réhabilité par après ma maison et je suis en train de construire une clôture », se déleste M.Ntahnkiriye.

Et Severa Nsanguye de la colline Rukwega, commune Mishiha de la province de Cankuzo de compléter : « Moi-même, grâce aux crédits dont l'obtention a été facilitée par le PAIFAR-B, ma famille s'est achetée un lopin de terre à 460 mille FBu, une propriété foncière à 1 million 500 mille FBu, a réhabilité une maison... ».

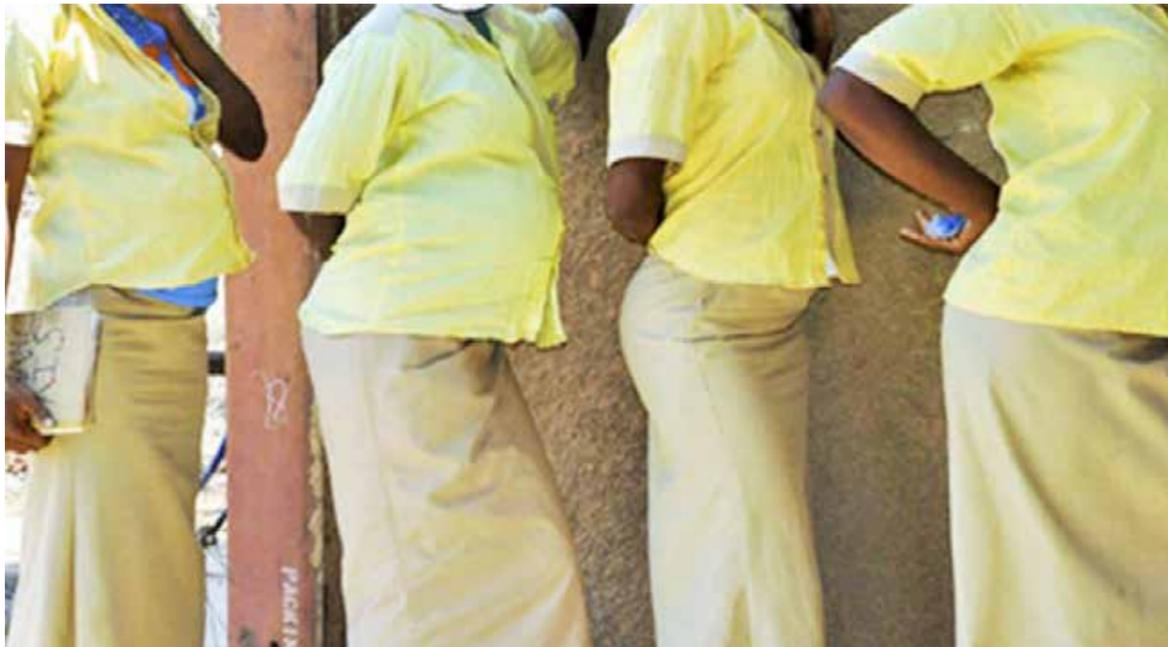
Oswald Niyungeko de la colline Mwiruzi, commune Mishiha, province de Cankuzo certifie que lui aussi il s'est acheté une parcelle et a construit une maison.

Père de 2 enfants, le trentenaire témoigne que grâce au PAIFAR-B, il ne se déplace plus vers la Tanzanie comme travailleur saisonnier avec tous les risques d'être spolié de tous ses biens à son retour au pays natal.

Dans la prochaine édition, nous allons vous parler de l'appui du PAIFAR-B aux éleveurs des régions Centre, Nord et Est.

Grossesses non désirées en milieu scolaire Une crise oubliée ?

Chaque année, des centaines ou des milliers de cas de grossesses non désirées sont enregistrés en milieu scolaire. Par exemple en 2021, plus de 1500 élèves ont été victimes de ce fléau selon le rapport de Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR). Même dans les années antérieures les chiffres ont été toujours alarmants. En conséquence, les victimes sont notamment contraintes d'abandonner l'école ou s'adonner au mariage précoce



Le problème de grossesses non désirées en milieu scolaire est au centre des discussions depuis plusieurs années mais n'a pas encore trouvé une solution efficace.

Plus de 1500 élèves ont été victimes de grossesses non désirées au Burundi en 2021. Cent vingt d'entre elles sont âgées de 10 à 14 ans. Cela ressort du rapport rendu publique le 22 septembre 2022 par le Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR). Les conséquences qui se manifestent chez les victimes sont notamment l'abandon scolaire, les mariages précoces, l'avortement clandestin, la discrimination sociale, etc.

Le problème des grossesses non désirées en milieu scolaire a toujours été au centre des discussions et n'a pas trouvé jusqu'à maintenant une solution durable. Des débats autour de la thématique de grossesses non désirées sont organisés régulièrement un peu partout au Burundi. Le plus récent débat s'est tenu vendredi le 16 septembre 2022 dans la province de Ngozi sur le thème:

«Grossesse en milieu scolaire: source de conflits à plusieurs facettes». Ce débat a vu la participation des filles victimes, des élèves, des parents, de l'administration locale et toutes les parties prenantes. Tous ensemble, ils discutaient sur les causes, les conséquences et les solutions envisageables pour réduire ou éradiquer les cas de grossesse chez les élèves. Les grossesses non désirées en milieu scolaire sont considérées par certains comme «une crise oubliée».

Les chiffres des années antérieures sont alarmants dans différentes provinces

Dans la province de Bururi, 110 cas de grossesses ont été signalés au cours de l'année scolaire 2020-2021. Mais de 2019 jusqu'à 2022, on a enregistré 283 cas de grossesses chez les élèves dont 146 du fondamental et 137 du post fondamental. Pour la Direction Provinciale de l'Enseignement (DPE) de Bubanza, on a enregistré 374 cas de grossesses

non désirées en milieu scolaire entre les années scolaires 2015-2016 et 2020-2021. Mais c'est au cours de l'année scolaire 2018-2019 que s'est manifesté un hic, car 96 élèves ont abandonné l'école à cause des grossesses non désirées dans toute la province de Bubanza.

Dans la province de Rumonge, 120 grossesses non désirées ont été répertoriées de 2018 à 2019. Soixante-sept d'entre elles sont issues des élèves de l'école fondamentale et 53 des élèves de l'école post-fondamentale. Au cours de l'année sco-

laire 2018-2019, la direction provinciale de l'enseignement de Kayanza a été championne au niveau national avec 191 cas de grossesses non désirées enregistrées. Ce qui a occasionné beaucoup de cas d'abandons scolaires.

La liste des cas de grossesses non désirées n'est pas exhaustive, car aucune province n'est épargnée. Les chiffres sont alarmants bien que la place des jeunes filles soit à l'école et non à la maternité.

Les grossesses en milieu scolaire sont liées essentiellement au harcèlement sexuel, aux viols, à la « prostitution pédagogique », à l'ignorance des méthodes contraceptives, à l'abus de l'alcool et à la prise des drogues. Cela ressort de l'étude sur les grossesses en milieu scolaire de 2013 réalisé par le gouvernement du Burundi en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA).

Cela étant, Depuis 2013, le gouvernement du Burundi a mis en place la politique de « zéro grossesse à l'école » jusqu'à l'horizon 2030. Pour y arriver, plusieurs initiatives ont été prises notamment l'intégration de l'éducation sexuelle dans le curricula scolaire, l'encadrement des jeunes, l'intégration des services de santé sexuelle et reproductive dans les programmes d'enseignement, etc. Malgré tout, pas mal d'élèves continuent à abandonner l'école à cause des grossesses non désirées en milieu scolaire.

Gilbert Nkurunziza

AGRICULTURE

Moins de 10% d'agriculteurs ont accès aux semences sélectionnées

La plupart des agriculteurs se lamentent du fait qu'ils ont du mal à accéder aux semences sélectionnées. Et moins de 10% des agriculteurs utilisent ces semences. La conséquence qui en découle est que le rendement agricole devient moins bon. Ce qui est à l'origine de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté



Très peu de agriculteurs ont accès à ces semences. Ils sont obligés de recourir aux semences «tout venant» peu productives.

Trouver des semences de qualité n'est pas chose facile, déplorent les agriculteurs de certaines provinces comme Cibitoke, Rutana, Makamba, Ruyigi, etc. Selon Chantal Kigeme rencontrée à Cibitoke, c'est devenu une habitude de recourir aux semences non sélectionnées, car celles de qualité ne sont pas quelquefois disponibles sur le marché. S'il y en a, elles ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Pour cela, elles sont aujourd'hui moins utilisées par les agriculteurs malgré qu'elles contribuent à 40% au rendement d'après les ingénieurs agronomes. Ces agriculteurs font savoir que c'est l'une des raisons qui font que le rendement agricole va crescendo. Les exemples sont légion. On cite le cas des semences de maïs qui ont été utilisées par les agriculteurs du marais de Sanzu-Mugomera situé dans la province de Ruyigi. Parce qu'elles n'étaient pas de bonne qualité, rien n'a poussé.

Ir Jean Claude Ntwari, directeur de l'agriculture à la Sosumo et ex responsable du département de la promotion des filières agricoles et produits forestiers non ligneux au ministère de l'Environnement de l'Agriculture, de l'Élevage s'inquiète

du fait que malgré plusieurs avantages que présente l'utilisation des semences de qualité dans les champs, très peu d'agriculteurs y font recours. Selon les statistiques de l'ISTEEBU, le secteur agricole occupe plus de 90% de la population burundaise. Pourtant, actuellement, moins de 10% d'agriculteurs utilisent les semences sélectionnées. Selon Ntwari, cela est lié au manque de connaissances dans ce domaine. Les agriculteurs n'arrivent pas à distinguer la bonne qualité de la mauvaise des semences. Pendant le semis, ils déversent toutes sortes de semences dans le champ. Et les conséquences sont fâcheuses, car la récolte n'est pas bonne comme on le souhaite.

Selon lui, une semence est dite sélectionnée si elle est distincte (d'une variété différente), homogène (de

même nature, même espèce) et stable (elle ne se modifie pas). Elle a une valeur agronomique et technologique: c'est-à-dire une semence qui est productive et qui résiste aux maladies et dont les produits issus de la récolte ont une bonne qualité organoleptique (propriétés d'un aliment en termes de goût, odeur, aspect, couleur et consistance) et sont faciles à transformer.

Les semences sélectionnées contribuent à 40% au rendement agricole

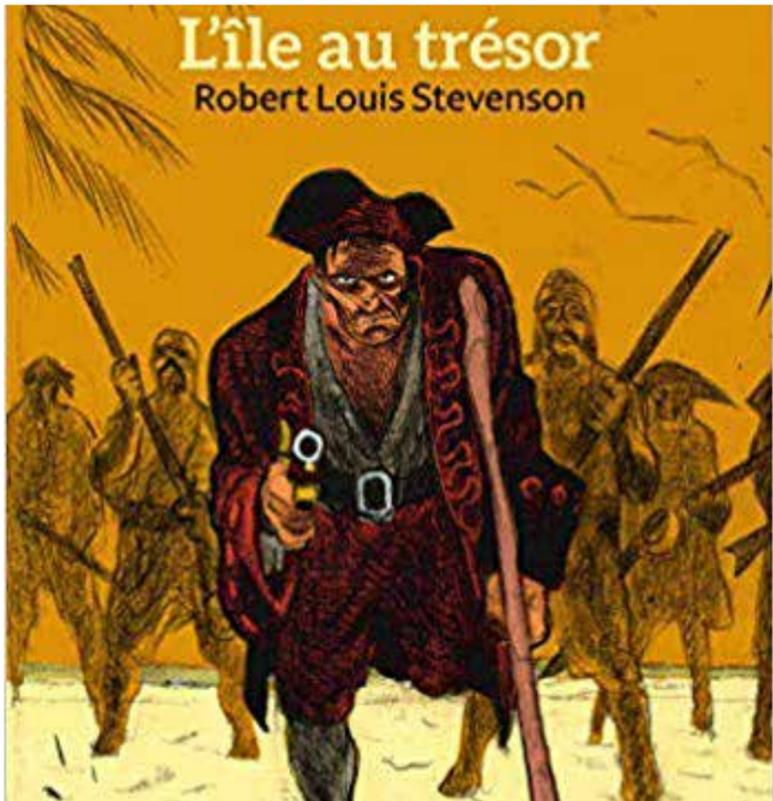
Et de préciser que leur utilisation contribue à elle seule à 40% du rendement agricole total escompté. Les 60% qui restent proviennent des bonnes pratiques agricoles associées à la fertilisation et au climat.

Il déplore une certaine ignorance de la part des agriculteurs. Et d'ajouter un faible pouvoir d'achat parce que la semence sélectionnée est très chère. Comme pistes de solution, on compte mettre en place un Programme National de Subvention des Semences Sélectionnées. L'Etat va payer une partie du coût des semences sélectionnées. De plus, le département de la promotion des filières agricoles et produits forestiers non ligneux organise des ateliers de sensibilisation des agriculteurs pour qu'il y ait un changement de mentalités. On procède par une démonstration en comparant un champ contenant des semences sélectionnées avec un autre qui n'en contient pas. Selon lui, malgré ces efforts, très peu de agriculteurs ont accès à ces semences. Ils sont obligés de recourir aux semences «tout venant» peu productives. A

titre illustratif, un des agriculteurs rencontré à Cibitoke fait remarquer qu'un hectare de maïs semé avec de semences « tout venant » produit à peine 700 kg. Maïs, par contre, celui semé avec de semences améliorées génère une moyenne de 3 à 4 tonnes par hectare. Avec les maïs hybrides, on peut même enregistrer une moyenne de 7 tonnes par hectare

Faute d'un système viable et durable qui fournit à nos paysans des semences plus améliorées et des variétés de nos cultures résistantes à la maladie et à la sécheresse, Marc Ngendahayo, ancien directeur du Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural et professeur à la faculté d'Agronomie indique que le Burundi continuera d'être exclusivement vulnérable aux crises alimentaires et à la pauvreté selon les informations relayées par Yaga. Le gouvernement a mis en place des stratégies et des programmes pour développer ce secteur dans la recherche et la production des semences. Pourtant, force est de constater que les résultats ne sont pas appréciables. Très peu d'agriculteurs ont accès à ces semences. Pour preuve, 90% des semences utilisées sont encore fournies par le système traditionnel. Selon lui, dans les pays où les filières semencières sont bien organisées, la recherche remplace le plus souvent les variétés sur des périodes de 4 à 5 ans. Et de signaler qu'il ne faut donc pas s'étonner que des plantations de caféiers et de bananiers qui se maintiennent depuis plusieurs générations ne produisent pratiquement plus rien.

Jean Marie Vianney Niyongabo



« L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

« Venez donc par ici, Hawkins, me disait-il souvent ; venez tailler une bavette avec John Silver. Vous êtes le bienvenu chez lui, fillot. Asseyez-vous et écoutez un peu. Voilà le capitaine Flint, – j'ai baptisé mon perroquet le capitaine Flint, à cause du fameux pirate, – voilà le capitaine Flint qui nous annonce un heureux voyage. N'est-il pas vrai, capitaine ?... »

Là-dessus, le perroquet de se mettre à crier :

« Pièces de huit !... pièces de huit !... pièces de huit !... avec une volubilité étourdissante, jusqu'à ce qu'enfin John Silver jetât son mouchoir sur la cage pour le faire taire.

– Vous voyez cet oiseau, Hawkins ? Il a peut-être deux cents ans ou plus, car les perroquets ne meurent jamais, je crois. Et je ne sais guère que le diable en personne qui ait pu voir autant de tragédies qu'il en a vues. Pensez donc qu'il a navigué avec England, le fameux capitaine England, le pirate. Il a été à Madagascar, à Malabar, à Surinam, à Providence, à Porto-Bello.

Il a assisté au sauvetage des galions espagnols. C'est même là qu'il a appris à dire : « Pièces de huit !... » Et cela se comprend ! On en a repêché trois cent cinquante mille, mon petit Hawkins. Il était à l'abordage du Vice-Roi-des-Indes au large de Goa. Et, à le voir, on le prendrait pour un perroquet-bébé. Nous avons pourtant senti la poudre ensemble, pas vrai, capitaine ?...

– Attention !... À l'abordage !... glapissait le perroquet.

– Oh ! c'est un brave petit matelot ! » disait le cuisinier en lui montrant du sucre.

Et alors le perroquet se mettait à mordre les barreaux de sa cage en jurant comme un templier.

« Voyez-vous le brigand ? reprenait John Silver avec componction. Ah ! mon cher garçon, c'est qu'on ne peut pas toucher la poix sans se salir, voyez-vous. Mon pauvre innocent d'oiseau a eu des fréquentations bizarres, c'est ce qui lui fait dire des horreurs pareilles, sans seulement s'en douter !... Il y aurait ici un chapelain, qu'il jurerait tout aussi bien en sa présence... »

Et John Silver tirait son toupet de

l'air solennel qu'il avait et qui me le faisait considérer comme l'homme le plus vertueux de la terre.

Cependant le squire et le capitaine Smollett étaient toujours en froid. Le squire ne faisait pas mystère de son opinion : il avait peu d'estime pour le courage et l'intelligence du capitaine. Celui-ci, de son côté, ne parlait que lorsqu'on lui adressait la parole, et toujours froidement, sèchement, sans un mot de trop. Il voulait bien reconnaître, quand on le mettait au pied du mur, qu'il s'était trompé sur l'équipage, que les hommes ne boudaient pas au travail et que leur conduite était généralement satisfaisante. Quant au schooner, il s'en déclarait enchanté. Jamais il n'avait commandé un meilleur bâtiment, « obéissant au gouvernail comme plus d'un honnête homme voudrait voir sa propre femme », disait-il souvent.

« Ce qui n'empêche pas, ajoutait-il, que nous ne sommes pas encore rentrés au port, et que je n'aime pas du tout, mais pas du tout, cette expédition ! »

Le squire, alors, lui tournait le dos et se mettait à arpenter le pont.

« Cet homme finira par me faire éclater ! » disait-il.

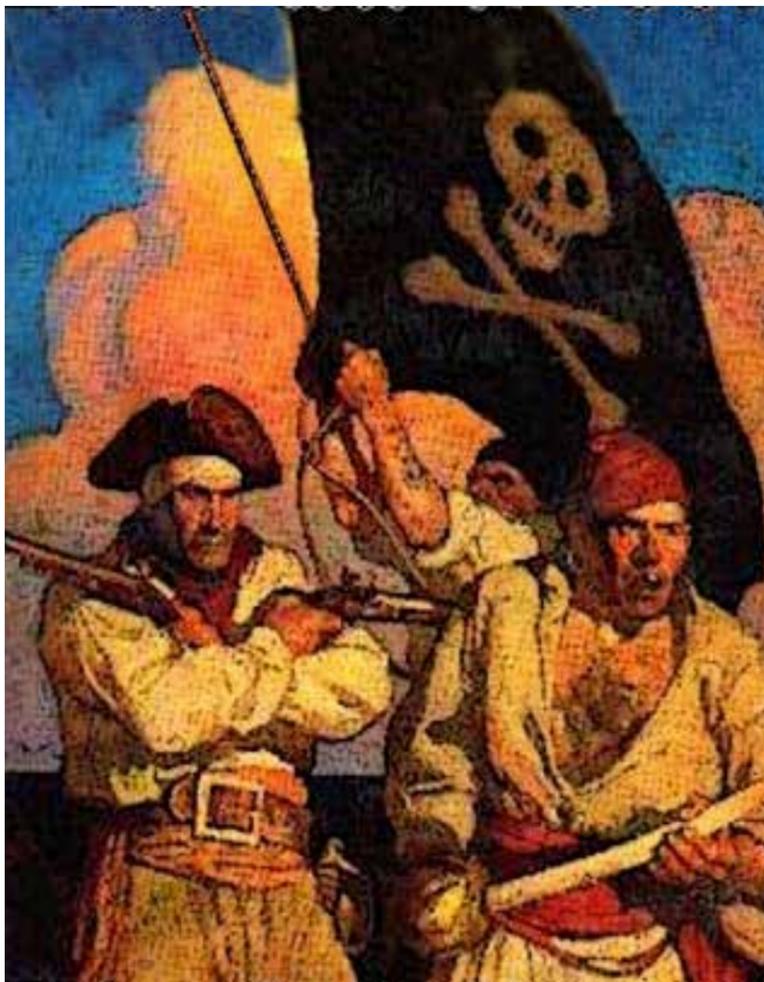
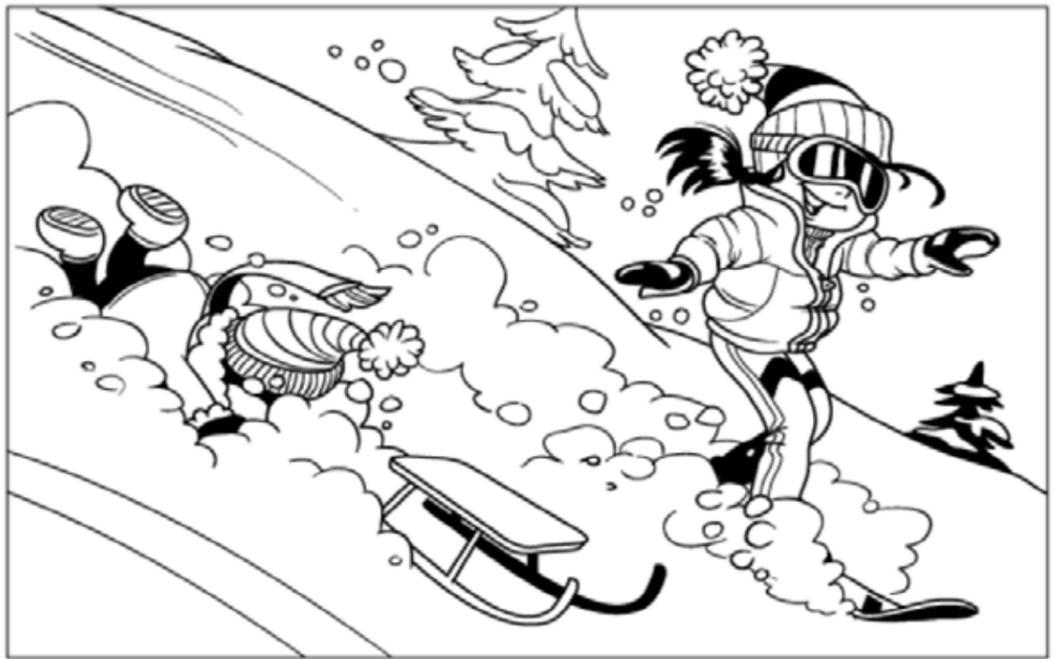
Nous eûmes de gros temps, ce qui ne servit qu'à mettre en lumière les hautes qualités de l'Hispaniola. Tout le monde à bord semblait content, et il aurait fallu être difficile pour ne pas se déclarer satisfait, car je crois bien qu'on n'a jamais gâté un équipage à ce point, depuis le temps où Noé s'embarqua. Au moindre prétexte on doublait la ration d'eau-de-vie ; il y avait du pudding presque tous les jours, et un grand tonneau de pommes tout ouvert restait constamment sur le pont, près de la coupée, à la disposition de qui voulait y puiser.

« Mauvais système, disait le capitaine au docteur Livesey. Gâtez les gens de l'avant et vous en ferez des tigres. Voilà mon opinion. »

Mais le capitaine se trompait sur ce point, et le tonneau de pommes servit à quelque chose, car sans ce bienheureux tonneau nous aurions tous péri, victimes de la trahison la plus odieuse. Voici comment la chose arriva :

Nous avons laissé derrière nous la

Trouve les 10 différences entre les deux dessins. Entoure-les.



région des vents alizés pour aller chercher la brise qui devait achever de nous porter sur l'île (il ne m'est pas permis d'entrer dans des détails plus explicites), et nous nous attendions d'un moment à l'autre à l'entendre signaler par la vigie. Tout indiquait en effet que nous touchions au terme de notre voyage, même en faisant la place la plus large aux

erreurs de calcul, et selon toute apparence le lendemain vers midi nous devions nous trouver en vue de l'île. Notre direction était Sud-Sud-Ouest. Nous avions vent arrière et l'Hispaniola roulait assez fort, en piquant de temps à autre son beaupré dans la lame et le relevant au milieu d'une gerbe d'écume. Et chacun était content de voir comme elle

filait toutes voiles dehors, et de se dire que nous allions enfin passer à la partie sérieuse de nos opérations.

Il advint qu'après le coucher du soleil, comme je rentrais dans ma cabine après avoir terminé mon ouvrage, l'envie me prit de croquer une pomme. Je montai sur le pont. Les hommes de quart étaient tous sur l'avant, cherchant à découvrir l'île. Celui qui tenait la barre regardait en l'air en sifflant dans ses dents. C'était le seul bruit qu'on entendait, avec le gazouillement de l'eau des deux côtés du coupe-lame.

Le tonneau se trouvait presque vide : à peine y restait-il deux ou trois pommes. Pour les atteindre je dus même sauter dedans ; une fois là, je m'assis, car j'étais fatigué, et je me mis à manger ; il est même fort possible que je me serais endormi au milieu de cette occupation – car la nuit tombait, et le roulis me berçait au bruit de la lame – si quelqu'un n'était venu s'appuyer au tonneau en le secouant assez rudement.

J'allais me montrer, quand je reconnus la voix de John Silver, et ce que disait cette voix était si terrible que mon premier soin fut de me tenir immobile dans ma cachette. Glacé d'épouvante et en même temps dévoré de curiosité, je restai donc accroupi, sûr que j'étais perdu si l'on me découvrait là, retenant mon haleine pour ne pas trahir ma présence et pourtant écoutant de mon mieux. Car de moi seul désormais dépendait la vie de tout ce qu'il y avait d'honnête à bord.

La suite de "L'île au trésor" ...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 03 octobre 2022 à 21h00



Film: Braquage à l'ancienne

Genre : Comédie policière
Durée : 95 mn
Réalisateur : Zach Braff
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2017

Endetté jusqu'au cou, Joe Harding, octogénaire encore vert, parle avec son banquier lorsque des braqueurs s'invitent dans l'établissement. Une mésaventure qui n'est pas sans donner des idées au vieillard, qui décide de reprendre du service en s'associant avec ses amis de toujours,...

mardi 04 octobre 2022 à 20h45



Doc: Échappées belles Corée du Sud

Genre : Découverte
Durée : 95 mn
Réalisateur : Frédéric Mianne
Nationalité : France

La Corée du Sud s'est hissée en un temps record parmi les premières économies mondiales. À l'image de la trépidante Séoul, tournée vers l'avenir et une industrie high-tech. Mais la Corée du Sud offre aussi un autre visage : des paysages insoupçonnables et un patrimoine ancestral très riche,...

mercredi 05 octobre 2022 à 20h55



Film: Les femmes du 6e étage

Genre : Comédie
Durée : 105 mn
Réalisateur : Philippe Le Guay
Nationalité : France
Année : 2010

Paris, années 1960. Jean-Louis Joubert, agent de change rigoureux et père de famille «coincé», découvre qu'une joyeuse cohorte de bonnes espagnoles vit... au sixième étage de son immeuble bourgeois. Maria, la jeune femme qui travaille sous son toit, lui fait découvrir un univers exubérant...

jeudi 06 octobre 2022 à 22h10



Doc: Les extraordinaires sens des animaux

Genre : Animalier
Durée : 45 mn
Nationalité : Angleterre

La vision permet à 95% des animaux de percevoir le monde. Elle détermine celui qui va manger et celui qui sera mangé. Des yeux complexes permettent à certains animaux de voir en 3 dimensions, en vision panoramique et même en ultra haute définition...

vendredi 07 septembre 2022 à 20h50



Film: Mortal Kombat

Genre : Action
Durée : 115 mn
Réalisateur : Simon McQuoid
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2021

Après l'assassinat de sa femme et de son premier fils, Hanzo périt lui aussi de la main de Sub-Zero, un guerrier d'un autre monde, engagé par l'empereur Shang Tsung pour exterminer les descendants d'Hanzo. Caché à temps, son dernier né survit. Des siècles plus tard,...

samedi 08 octobre 2022 à 20h55



Film: Volte/face

Genre : Thriller
Durée : 145 mn
Réalisateur : John Woo
Nationalité : Etats-Unis
Année : 1997

Sean Archer, agent du FBI, travaille au sein d'une unité spécialisée dans la lutte contre le terrorisme. Son fils a été tué au cours d'une action terroriste organisée par Castor Troy et Archer poursuit ce dernier afin d'assouvir son désir de vengeance. Après de nombreuses années de traque,...

dimanche 09 octobre 2022 à 20h50

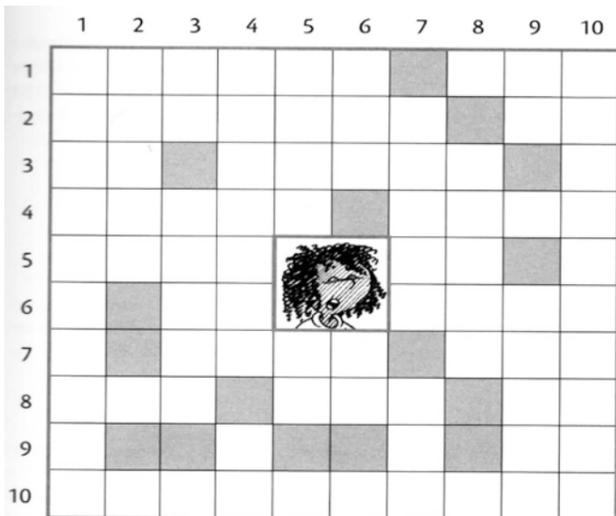


Film: Ex Machina

Genre : Science-fiction
Durée : 105 mn
Réalisateur : Alex Garland
Nationalité : Angleterre
Année : 2015

Âgé de 24 ans, Caleb compte parmi les meilleurs programmeurs de l'une des plus grandes entreprises informatiques du monde. Gagnant d'un concours, il est invité à passer une semaine dans le domaine de Nathan, programmeur lui aussi, devenu milliardaire...

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. Notre continent • Sélection • 2. Elle se met autour du col de la chemise • Pas deux • 3. Pronom impersonnel • Os de poisson • 4. Garnit de lest • Patron des métallurgistes • 5. J'œuvres l'audace • Doubé, petit oiseau célèbre de dessin animé • 6. Fleuve d'Italie • Ville hollandaise • 7. De naissance • Mèche de cheveux qui pousse en sens contraire • 8. Adjectif possessif • Ultra léger motorisé • Voyelles de « lire » • 9. Conjonction marquant la transition • 10. Mis en prison

VERTICALEMENT

1. Il se préoccupe de l'environnement • 2. Vases contenant les cendres des morts • 3. Dieu du soleil • Conifère • 4. Acclamation • Métal jaune • 5. Parachutiste • Sans vêtements • 6. Saison chaude • Article (à l'envers) • 7. Coupe la tête • ...-Tsé-toung • 8. Fait une élision • 9. Petit cours d'eau • Charançon • 10. Elle soigne les malades

Proverbes

« L'intérêt nous aveugle »

Signifie que notre amour-propre nous flatte à tel point qu'il en occulte nos défauts.

« Les obstacles irritent les désirs surtout en amour »

Signifie que nous souhaitons avec plus d'ardeur les choses qui nous sont défendues et celles qui sont interdites.

« Les lunettes et les cheveux gris sont des quittances d'amour »

Cette expression signifie qu'on ne doit plus songer à la galanterie en cet état.

« L'amour passe le gant »

Signifie toucher la main d'une personne à l'improviste.

« Il gagne sa vie à reculons »

Désigne une personne, qui refuse de prendre sa vie en main et, qui se repose surtout sur les autres.

« Il faut faire vie qui dure »

Signifie qu'il faut préserver sa vie, ménager son bien de telle sorte qu'une vie ainsi ne s'essouffle pas inutilement.

« Il est paix et aise chez lui »

Ancienne expression française pour décrire un homme qui ne manque de rien dans la vie. Un homme est paix et aise chez lui quand il n'a ni problème d'argent, ni querelle ni procès.

« Il a la tête dans le cul »

Se dit d'une personne qui à l'esprit ailleurs. Un individu qui après une grande fatigue, des excès ou des abus, n'est pas bien dans sa peau.

« En peu d'heures Dieu labeure »

Désigne une personne qui commet plusieurs fautes (péchés), dont sa vie tout à coup reprend son droit chemin.

« Elles s'aiment comme chiens et chats »

Se dit de deux personnes ennemies qui ne peuvent se voir et se supporter.

« Cette femme est du métier »

Cette expression était utilisée pour qualifier une femme insupportable dans la vie.

Mots croisés : Solution du numéro précédent

P Y R A M I D E S *
* A I L * L U C I E
P C * E E * R U S E
C H A R R E * R * *
* T U T Z E L E
O * * E E U E S
U * R * V * R I V E
T R A H I * O L E *
* E * * V * * S I
P A S T E Q U E * O

L'AUF prête main forte aux étudiants entrepreneurs

Un concours inter-régional dénommé « Mon idée, Mon entreprise » se déroulera à Lomé au Togo en date du 5 octobre 2022. Dans ce concours, le Burundi sera représenté par Roberto MUHETO, étudiant à l'Université du Burundi avec son projet « Safe Environment, Beautiful Cities ». Cela résulte de la finale nationale de ce concours organisée par l'Agence Universitaire de la Francophonie au Burundi (AUF - Burundi) ce mardi 27 septembre 2022



Roberto Muheto : « L'AUF n'a ménagé aucun effort pour approcher les jeunes étudiants entrepreneurs et les accompagner ».

Le Bureau national AUF - Burundi a procédé à la finale nationale du concours inter-régional « Mon idée, mon entreprise ». C'était mardi le 27 septembre 2022 dans les enceintes de l'AUF à Bujumbura. Vingt-trois jeunes provenant de 5 des 10 universités membres de l'AUF au Burundi avaient suivi une formation au montage de plans d'affaires et à l'art oratoire du 13 au 16 septembre 2022 à l'AUF Burundi. Ils avaient à la suite de la formation soumis des documents détaillant leurs idées d'entreprise, et défendu de façon orale leurs projets respectifs. Après analyse des projets et des façons de les présenter, seuls 10 lauréats dont 5 filles ont été présélectionnés pour la finale nationale. Leurs projets portaient sur tous les secteurs de la vie du pays que ce soit l'agro-pastoral, l'environnement, l'agro-alimentaire, voire le secteur automobile.

Le projet « Safe Environment, beautiful cities » présenté par Roberto Muheto, 23 ans a remporté ce concours avec 82%. Cet étudiant en Médecine Bac 4 à l'Université du

Burundi représente une entreprise vieille de deux ans œuvrant dans la transformation des plastiques en objets d'art. Cette finale lui a ainsi donné un ticket pour représenter le Burundi à la grande finale inter-régionale qui se tiendra le 5 octobre à Lomé au Togo où il rivalisera avec une vingtaine d'autres jeunes entrepreneurs provenant des autres pays de l'Afrique de l'Ouest, Centrale et des Grands-Lacs.

L'AUF a de quoi se réjouir

Cet heureux gagnant a vivement remercié l'AUF pour le soutien qu'il

n'a pas cessé d'accorder aux jeunes entrepreneurs des différentes universités au Burundi. « En tout cas, cette année, plus que jamais, l'AUF n'a ménagé aucun effort pour approcher les jeunes étudiants entrepreneurs et les accompagner », fait-il savoir. Aux autres jeunes entrepreneurs Muheto leur conseille juste d'oser. « Mon conseil est unique. Osez rêver, osez croire à vos rêves et osez vous lancer », souligne-t-il. S'il parvient à remporter le concours, Roberto Muheto va recevoir un prix, à l'occasion de la deuxième édition de la Semaine Mondiale de la Francophonie Scientifique que la direction générale de l'AUF organise

au Caire en Egypte du 25 au 28 octobre prochains.

Selon Pr. Julien Nimubona qui présidait le jury de ce concours, tous les projets présentés étaient de bons projets à encourager. « Contrairement à l'opinion qui circulait autour de nous comme quoi nos lauréats sont incompetents, je suis agréablement surpris. Il y a encore des jeunes intelligents dans les universités burundaises », se réjouit-il. Il a cependant conseillé à ces jeunes de toujours soigner la présentation de leurs projets aussi bien à l'écrit que dans la présentation orale, de développer l'art de convaincre, mais

aussi de valoriser leurs compétences académiques. Il a recommandé cependant aux incubateurs de renforcer les capacités des jeunes Burundais, qui prennent l'option de faire des projets, dans le secteur précis de l'élaboration des budgets et de la gestion.

L'AUF toujours aux cotés des jeunes entrepreneurs

Alexis KWONTCHIE est Responsable du Bureau national AUF - Burundi et du Centre d'Employabilité Francophone (CEF) de Bujumbura. Il n'a pas manqué de montrer sa satisfaction par rapport au travail accompli par ces jeunes entrepreneurs. Il les a encouragés à faire en sorte que leurs idées d'entreprises soient mûries et deviennent de vraies entreprises. Toujours selon ce responsable, l'AUF est prête, à travers les coaches/formateurs qui ont formé ces jeunes, à leur fournir un accompagnement pour que le maximum des entreprises naisse, ce qui est le plus important.

Signalons que ce n'est pas la première fois que l'AUF offre de telles opportunités aux étudiants des différentes universités burundaises depuis 2018. Des étudiants burundais avaient participé à un concours similaire l'année dernière, mais dans une version régionale qui n'impliquait que la région de l'Afrique centrale et des Grands Lacs. D'autres avaient, auparavant, et dans le cadre d'un processus de formation en entrepreneuriat et accompagnement à la création d'entreprise, bénéficié des soutiens de l'AUF et de l'Ambassade de France au Burundi.

DEVELOPPEMENT

Vers la redynamisation du projet multinational Rumonge-Gitaza (45 km) et Kabingo-Kasulu-Manyovu (260 km)

Quatre consultants et le chef du projet de l'Observatoire des Transports du Corridor Central (OTCC) ont effectué une visite du 18 au 24 septembre aux postes frontières Mugina-Manyovu et sur le projet de route Rumonge-Gitaza-Bujumbura en cours de construction sur financement de la BAD. Cela dans l'objectif de collecter les données de l'OTCC. La mise en œuvre de ce projet permettra à environ 3,7 millions d'habitants à majorité agricole d'écouler facilement leur production



Les travaux de construction de la route Rumonge-Gitaza ont commencé alors que l'Agence Routière du Burundi (ARB) n'a pas été en mesure d'obtenir le consultant qui réalisera l'enquête de base.

La réalisation de ce projet multinational et du poste frontière à arrêt unique Mugina-Manyovu est coordonnée et facilitée par le Corridor Central, une organisation régionale priorisant le lobbying auprès des Etats membres pour réduire les barrières commerciales. Celles-ci sont entre autres les frais inutiles imposés aux passages frontaliers ainsi que la réduction du temps de passage aux frontières en encourageant la mise en place des postes frontières à arrêt unique (OSBP).

Un gain d'au moins 200 km

Une fois en bon état, l'emprunt de la route Dar-es-Salaam - Misugusugu-Tabora-Uvinza-Manyovu vers le Burundi occasionnera une réduction d'environ 200 km par rapport à la route vers le Burundi via la frontière de Kabanga-Kobero et,

partant, la réduction du coût et du temps.

Selon Ally Hamud, Consultant de l'OTCC, la mise en œuvre du projet multinational de réhabilitation des routes Rumonge-Gitaza (45 km) et Kabingo-Kasulu-Manyovu (260 km) renforcera l'intégration régionale et les échanges au sein de la Communauté Est Africaine (CEA), notamment entre la Tanzanie et le Burundi par l'amélioration des transports transfrontaliers. Ce qui contribue à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Pour atteindre les objectifs que le projet s'est assignés, informe Ally Hamud, plusieurs activités seront menées dont le suivi de la performance du nouveau corridor à travers les passages frontaliers conjoints Manyovu et Mugina.

«L'établissement de la situation de référence est une conditionnalité pour l'évaluation de l'impact du projet et surtout pour l'opérationnalisation d'un système de poste frontière à guichet unique», explique-t-il.

Stimuler les échanges commerciaux

Le portefeuille des données de la BAD indique que la mise en œuvre du projet de réhabilitation des routes Rumonge-Gitaza et Kabingo-Kasulu-Manyovu stimulera le commerce régional et permettra l'accès aux zones rurales.

Et d'éclaircir : « Les principaux bénéficiaires du projet sont les agriculteurs qui éprouvent des difficultés à s'approvisionner en intrants et à écouler leurs produits en raison du mauvais état des routes ».

La feuille de route signale que la population de la zone du projet se chiffre à 3,7 millions d'habitants comprenant particulièrement les groupes défavorisés dont les femmes et les enfants. Cela sans oublier les industriels, les commerçants et les transporteurs.

L'urgence de mener une enquête de référence

« Les travaux de construction de la route Rumonge-Gitaza ont commencé alors que l'Agence Routière du Burundi (ARB) n'a pas été en mesure d'obtenir le consultant qui réalisera l'enquête de base avec l'appui technique de l'OTCC comme initialement prévu », lit-on dans le contexte et la justification de la visite.

Et de conclure : « Comme les travaux de construction de cette route sont en cours, la plupart des indicateurs de l'enquête de référence n'auront pas de sens dans les prochains mois. Raison pour laquelle il est très urgent de mener l'enquête de référence dès que possible ».

Bientôt un poste frontière à arrêt unique à Mugina-Manyovu

Faraji Kondo, consultant de l'OTCC informe que le poste frontière Mugina-Manyovu est en cours de transformation en OSBP. « Le protocole d'accord entre le Burundi et la Tanzanie est signé et prêt à être mis en œuvre », précise-t-il.

Pour lui, le financement des constructions est estimé à 24 millions

USD, une somme déjà acquise auprès de la Banque Africaine pour le Développement (BAD).

Et de déplorer : « Il n'y a que deux agents de l'Office Burundais des Recettes (OBR) à la frontière ». Les marchandises qu'ils dédouanent dans le cadre du régime commercial simplifié ont une valeur inférieure à 2 000 USD, tandis que les marchandises dont la valeur est supérieure à ce prix sont dédouanés au bureau principal de l'OBR à Mabanda, à 18 km de la frontière. Les exportations du Burundi sont constituées principalement par le savon.

Il regrette par ailleurs plusieurs barrières policières qui engendrent des retards de temps de transit près de la frontière de Mugina.

Un accord de don de financement de la réhabilitation du tronçon Rumonge-Gitaza d'une valeur de 66,15 millions USD a été signé entre le gouvernement du Burundi et la BAD mardi le 18 décembre 2018.

Les autres endroits qui ont été visités sont le port de Rumonge. Comme l'eau a envahi une surface importante du port, il est prévu entre autres le déménagement de la population environnante. Le port de Bujumbura en réhabilitation a été également visité. A son tour, la gare routière de Rumonge ne peut pas accueillir de gros camions. Le chargement et le déchargement des camions le long de la RN3 gênent la circulation routière.

Mélance Maniragaba